l'unité

N° 295 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 12-18 mai 1978

DES SOCIALISTES RACONTENT «LEUR» MAI 68



Les prix les plus bas:

DARTY

la preuve par 250 grandes marques

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Coll. Fondation Jean Jaurès

sommaire

FRANCE

4

Les socialistes racontent « leur » Mai 68, par Claude Estier

▶ *Gérard Desseigne : « En 78, la gauche n'a pas achevé sa révolution culturelle de Mai 68 »*

▶ *André Acquier : « Pour moi, Mai 68, c'est la grande peur du patronat »*

▶ *Robert Lucente : « Tout le monde participait, même ceux qui ne participaient jamais à rien »*

▶ *Michel Pelchat : « L'héritage de Mai 68, c'est la priorité des hommes sur les rapports de forces »*

10

L'éditorial de Claude Estier

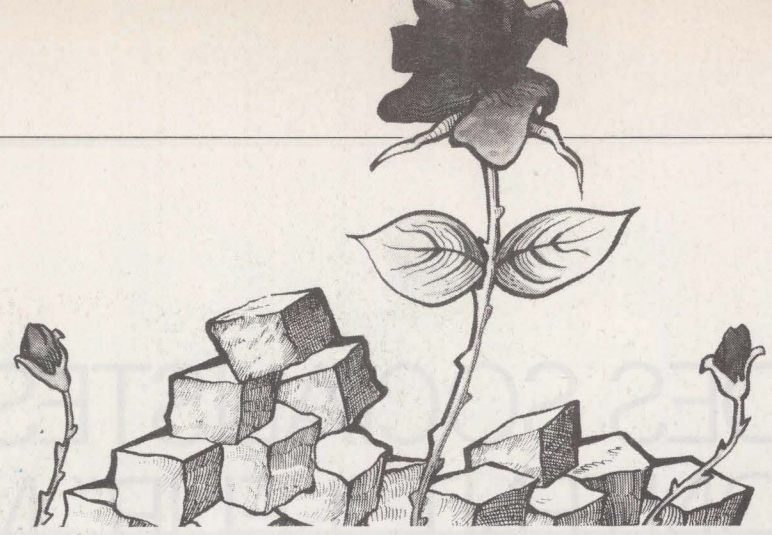
Monde

11

L'Italie crucifiée, par Marc Semo

12

Shimon Peres : Israël, trente ans après



Social

16

Marseille mobilisée pour sauver Terrin, par Paul Leduc

17

Ma part de vérité, par François Mitterrand

Société

18

Joc : une cinquantenaire qui a bon pied, bon œil, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

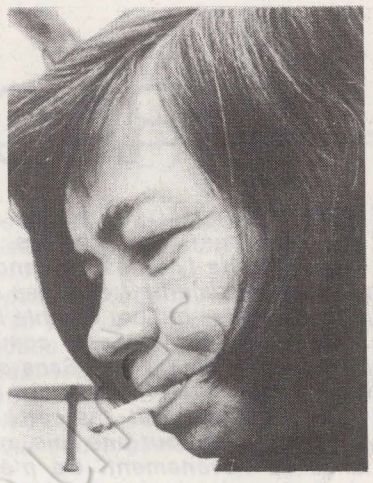
Télévision



21

Une épouse chasse l'autre, par Gabrielle Rolin

Livres



24

Patricia Highsmith ou la dérision, par Georges Frameries

25

Les dictateurs n'aiment pas la musique, par Claude Glayman

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 6,8), Barrigue (pages 14, 20, 23), Bloncourt (page 1), Demoulin (pages 11, 16), Keystone (pages 7, 8, 24), Pascal Lebrun (pages 4, 6), Pym (pages 1, 5, 6), Simond (page 13), Solo (pages 9, 21, 25), Sygma (pages 12, 22).

l'unité

Redaction 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Nélertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

▶ abonnement d'un an (150 F) ☐

▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

DES SOCIALISTES RACONTENT "LEUR" MAI 68

C'était fatal ! Le dixième anniversaire de Mai 68 ne pouvait échapper aux chœurs commémoratifs qui mêlent les accents lyriques des anciens combattants rentrés dans le rang aux jugements froids des doctes politologues théorisant ces journées folles qui ont ébranlé la France et ses institutions.

A dix ans de distance, comme tout devient plus simple, plus logique, plus cohérent ! Sans doute est-ce plus satisfaisant pour l'esprit, mais la Vérité y trouve-t-elle son compte ?

Mai 68, ce n'était pas cette « chienlit » dénoncée par Charles de Gaulle qui, pour une fois, n'avait pas perçu d'emblée l'importance de l'événement. Ce n'était pas non plus ce mouvement révolutionnaire qui aurait été conçu tout exprès pour mettre à bas la société française. Mai 68 est né plus modestement d'une révolte de quelques centaines d'étudiants de Nanterre contre les brimades absurdes, s'est enflé à mesure des erreurs commises jour après jour par un Pouvoir qui croyait tout régler en lançant la police à la Sorbonne. Certes, le terrain était propice. Notre société immobile fournissait une cible de choix à tous les « ras-le-bol » accumulés. Il suffisait que cela bouge quelque part pour que l'onde de choc se propage. Et cela a bougé. Mais précisément sans logique et sans cohérence. Au nom de la liberté absolue, il était devenu « interdit d'interdire ». C'était beau, pathétique parfois. Mais, tandis que l'on parlait, des nuits entières à la Sorbonne ou à l'Odéon, que l'on s'affrontait comme par habitude, boulevard Saint-Michel ou boulevard Saint-Germain, le Pouvoir, peu à peu, reprenait son souffle pour lancer finalement la meute déchaînée de ses partisans sur les Champs-Elysées au nom de l'ordre et des valeurs « traditionnelles ».

On a dit que le mouvement de Mai avait échoué parce qu'il n'avait pas trouvé de relais politique. C'est vrai et c'est faux. Le Parti communiste, toujours méfiant devant ce qui n'entre pas dans ses schémas, la Fédération de la gauche, trop enfermée dans une vision « parlementaire » des choses (mais présente pourtant, au moins par la Convention des institutions républicaines, auprès des étudiants en révolte), n'ont pas fourni à temps le débouché politique que le P.s.u. était trop faible pour assumer à lui seul. Mais les leaders du mouvement de Mai avaient-ils eux-mêmes souhaité ce débouché et fait ce qu'il fallait pour le contraindre à exister ? Si Marchais et Séguy n'étaient pas tendres pour Cohn-Bendit, celui-ci le leur rendait bien. Les partis de gau-

Gérard Desseigne: "En 78, la gauche n'a pas achevé sa révolution culturelle de Mai 68"



Plus de vingt ans que Gérard Desseigne milite à la C.g.t. Membre du bureau de l'Aéronautique au sein de la puissante Fédération de la Métallurgie, membre du bureau du Syndicat des cadres de cette même fédération, délégué syndical à la Snias, il renonce brutalement à ces mandats après les élections législatives de mars dernier.

En mai 1978, Desseigne est ce socialiste convaincu, secrétaire de la fédération des Yvelines, responsable national du G.s.e. Métallurgie, à ce point attaché à la démocratie et l'indépendance du combat syndical qu'il n'a pas supporté d'en voir les principes trangressés par Séguy.

En mai 1968, Desseigne était secrétaire national de l'U.g.i.c.t. (1) et du Syndicat des cadres de la Métallurgie, le type même du cégétiste solide et responsable. De quel poids pèsent donc ces dix années pour qu'il ait successivement défié les hiérarchies politiques et syndicales dont il était l'un des garants ? La réponse tient en trois dates : Mai 68, Prague en août 1968, mars 1978.

Mai 68 le prend de plein fouet : « Je ne m'y attendais absolument pas. Je devais soutenir une thèse de doctorat à la Faculté de sciences économiques de Paris, en juin. J'avais donc un pied à l'université, un autre dans l'entreprise et un « troisième », si je puis dire, au syndicat. Pour aller de l'U.g.i.c.t. jusque chez moi, j'étais obligé de passer par le quartier Latin. » Le soir du 10 mai, il se retrouve donc rue Gay-Lussac empilant des pavés... « Il n'y avait pas eu de barricades à Paris depuis juin 1944. Pour un fils d'ouvrier, dresser une barricade n'est pas simplement un jeu d'étudiant ! » Et, très vite, il comprend que, plus que tout autre syndicat, l'U.g.i.c.t. est concernée par cette révolte de jeunes qui représentent les cadres de demain (et dont beaucoup sont fils de cadres C.g.t...).

« Ce qui m'a frappé au départ, c'est que les étudiants se rebellaient contre l'autorité et le pouvoir gaulliste, mais n'étaient pas anti-C.g.t. Au contraire, ils cherchaient à faire leur jonction avec le mouvement ouvrier. Ce n'est que parce que la C.g.t. ne comprendra rien sur le moment à leurs aspirations qu'ils lui deviendront hostiles. Je passais donc des heures à négocier une rencontre entre le bureau de l'Unef et la C.g.t. Elle eut lieu, mais trop tard. La C.g.t. croyait qu'on pouvait manœuvrer les étudiants comme on dirige un syndicat. Elle était coupée des jeunes et, d'ailleurs, ressentait cette lacune, puisqu'un festival des jeunes, organisé par la C.g.t., était prévu... pour mai 1968... »

La première occupation d'usine — longtemps attribuée à Renault — eut lieu en fait à Nantes, bastion dur de la lutte ouvrière, à la Snias (alors Sud-Aviation), où l'on avait réduit les horaires, les ouvriers perdant jusqu'à 20 % de leur salaire. L'écho des manifestations du quartier Latin fut l'étincelle qui les poussa à occuper l'usine et à séquestrer le directeur : « Avec l'accord tacite de Krasucki, je suis parti à Nantes négocier la « libération » de ce cadre, gardé en otage, mais devenu irresponsable... Il y allait de la crédibilité du Syndicat des cadres C.g.t. que ce directeur soit relâché... Même avec ma carte de la C.g.t., je n'ai pu entrer facilement dans l'usine avec ses quatorze postes de garde... Mais j'obtins gain de cause. »

Le 14 mai, lorsque se réunissent les instances dirigeantes de la C.g.t. de la région parisienne, les militants sont en majorité favorables au mouvement d'occupation des usines, en relation implicite avec le mouvement des étudiants. L'échec rentré de la classe ouvrière depuis 1958 pesait lourd dans cette attitude. « J'interviendrai trois jours plus tard au comité confédéral national en faveur d'un prolongement politique des occupations, mais aussi pour analyser le rôle du mouvement étudiant, qui ne pouvait être totalement assimilé au gauchisme. La C.g.t. ne donnera aucun mot d'ordre pour dépasser le simple mouvement « social ». Ce n'est que le 29 mai qu'elle fera défiler ses militants sur le thème « gouvernement populaire ». Jusque-là, elle hésite... »



che ont sans doute laissé passer une occasion historique — ce ne sera, hélas, pas la dernière ! — mais ceux qui avaient créé cette occasion n'ont su eux-mêmes rien en faire.

« Rien » est injuste. Si Mai 68 n'a pas provoqué la Révolution, il a fait passer sur la France un peu d'air pur, qui en a chassé quelques toiles d'araignée. Peu de choses ont changé dans notre système d'éducation, un peu — beaucoup trop peu — dans les rapports à l'entreprise. Mais les luttes des femmes, celles des écologistes, certaines audaces au plan culturel ont puisé leur inspiration dans les slogans de Mai qui convergeaient dans cette volonté de « changer la vie ».

Ce n'est pas par hasard que le nouveau Parti socialiste, né exactement trois ans plus tard, a donné ce titre à son programme. Héritier de Jaurès et de Blum, il l'est aussi de Mai 68, où il a puisé une grande part du dynamisme et de la vitalité qui en font aujourd'hui le premier parti français. Cette filiation apparaît clairement à travers la série de récits — que nous publions sur deux numéros — d'hommes et de femmes qui, dans leur entreprise ou à l'Université, ont joué un rôle en mai 1968 et assument, dix ans plus tard, des responsabilités au P.S.

CLAUDE ESTIER

L'engagement des négociations de Grenelle prend Gérard Desseigne — comme beaucoup de militants — au dépourvu. Mais, pour le syndicaliste, l'acquis est néanmoins énorme : « Pour la première fois, le congrès du syndicat de la Snias se tiendra dans les locaux de l'entreprise. Le syndicat admis dans l'entreprise, c'est cela l'important, et non les augmentations de salaires. »

La C.g.t. et les étudiants, la C.g.t. et les occupations d'usines, la C.g.t. et Grenelle, Mai 68 au rang des victoires syndicales. Gérard Desseigne n'a-t-il pas eu envie de remiser sa casquette de cégétiste, le temps de participer au concert discordant, spontanéiste, de l'imagination au pouvoir ? Il y vient avec précaution, comme si le terrain était moins sûr. Ce qui a frappé ce militant habitué au rituel des discours de congrès et à l'apathie de ses auditoires, c'est que « les gens parlaient et se parlaient ».

« Pour me rendre aux diverses réunions, je circulais beaucoup en voiture. Les gens que je prenais en stop parlaient sans se faire prier. Cela m'a d'abord surpris, puis intéressé. Dans les entreprises, d'habitude, il était difficile de faire bouger les gars. Mais, là, tout le monde prenait la parole, se sentait libre de s'exprimer. Il n'y avait pratiquement plus de leader, tout le monde parlait. Le dialogue était naturel, les barrières psychologiques s'étaient écroulées. »

Pourtant, faute de relais politique, le mouvement de Mai ne débouche sur aucune alternative. Desseigne constate que la gauche divisée a été incapable de le prendre en compte, de même qu'il s'indigne de voir le P.c.f. incapable de se mettre en question lui-même après l'intervention soviétique d'août 1968 en Tchécoslovaquie. Ces raisons le conduiront à participer à la création de la revue « Politique Aujourd'hui » avec Pierre Joxe, Didier Motchane et Guy Perrimond. On y tra- →

Coll. Fondation





vaille sur trois plans : ne pas laisser enterrer les aspirations de Mai 68, procéder à l'analyse critique des modèles socialistes dans le monde et promouvoir la « convergence » de la gauche. Rien que le P.c. puisse voir, à l'époque, d'un très bon œil.

Desseigne le comprendra très vite à ses dépens. Dès 1972, intéressé par le courant unitaire qui se fait jour au sein du nouveau Parti socialiste, il entre au P.s. « car ce qui avait manqué en mai 1968, l'Union de la gauche, existait. Comme il n'était pas pensable que se reproduisent les conditions de Mai 68, la seule voie pour faire avancer les choses me paraissait cette alliance stratégique et programmatique autour d'un parti authentiquement socialiste ».

Entre 1968 et 1978, le courant socialiste a beaucoup changé. Et la C.g.t. ? « Beaucoup également, notamment sur le plan de la démocratie, répond Desseigne. Avant et pendant 1968, si tu posais des questions, tu étais isolé. Par exemple, on m'a beaucoup reproché ma participation au meeting de Charlety, que les communistes assimilaient à un véritable « sabbat de sorcières ». J'y était allé parce que ce meeting me paraissait la dernière occasion de faire la jonction avec le mouvement étudiant. Prenant la parole pour défendre la C.g.t. la moitié des gens m'ont applaudi, l'autre moitié m'ont hué. Aujourd'hui, je n'irais pas à Charlety, je saurais que c'était trop tard. Mais, en 1978, avec mes camarades socialistes et bien d'autres, je ne suis plus seul au sein de la C.g.t. à poser des questions et à exiger des réponses... »

Le résultat des récentes législatives est venu nous tracer les limites de la convergence des forces de gauche, si n'est pas opérée une mise en question fondamentale. En 1968, la gauche n'a pas achevé sa « révolution culturelle ». Ce qui explique aussi l'échec de mars 1978.

(1) Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (C.g.t.).

André Acquier: "Pour moi, Mai 68, c'est la grande peur du patronat"



Pourquoi cette complicité immédiate, soulignée par Lucente, des militants C.f.d.t. avec les étudiants ? André Acquier, qui était en mai 1968 secrétaire national de la Fédération de la Métallurgie, explique : « Nous étions dans une situation assez comparable à celle d'aujourd'hui : chômage élevé, conditions de travail très dures, aucune négociation possible. Les raisons de la révolte étudiante nous ont tout de suite mis en confiance. Nos objectifs — lutte contre les inégalités, nouvelle répartition du pouvoir — concordaient parfaitement. Le mouvement étudiant nous apparaissait porteur d'une forme de révolution culturelle. Lorsque j'allais, avec Frédo Krumnov, à la Sorbonne, lorsque je discutais avec Alain Geismar au Snesup, même s'il y avait parfois divergence sur des détails d'organisation, nous étions en complet accord sur les motivations. »

Il faut rappeler que la C.f.d.t. était particulièrement bien implantée dans les industries de pointe. Dans ces entreprises à haute technicité, les ouvriers, les cadres, les ingénieurs se sentaient très proches des étudiants. Et ils les ont bien accueillis lorsqu'ils sont venus discuter avec eux. « Malgré les difficultés de communication, je n'ai eu aucun mal à coordonner les luttes. L'unité d'action était extraordinaire. C'est ce qui a permis à la C.f.d.t. Métallurgie de lancer dès le 14 mai un mot d'ordre d'appel à la généralisation du conflit, mot d'ordre qui fut diffusé à 16 heures par tous les micros de la Sorbonne. »

Un mot d'ordre qui débouche sur « une grève pas comme les autres ». De quoi pulvériser les idées arrêtées de ce syndicaliste qui a vu tant de conflits larvés, d'occupations sinistres, de grèves policières. « L'occupation n'était pas passive, les travailleurs venaient tous comme si la boîte tournait. Et c'est la révélation : ils découvrent qu'ils sont capables de faire marcher l'entreprise et de la réorganiser sans les patrons. Ils ont en main tous les documents de l'entreprise, ils les épluchent, ils parlent de modification des pouvoirs, d'autogestion, mais aussi de nouveaux débouchés, d'investissements, de marchés. Pour moi, Mai 68, c'est la grande peur du patronat . »

Le travail fait dans les commissions d'entreprise est effectivement si riche qu'ils constituera la base de négociation de plus de mille accords dans la métallurgie. Et ces accords, ce n'est pas la centrale syndicale qui les négocie et qui les signe, ce sont les travailleurs eux-mêmes pour leur entreprise.

Au lendemain de Grenelle, André Acquier, qui est responsable de la délégation C.f.d.t. aux côtés de Edmond Maire, Jacques Chérèque, Albert Mercier, négocie avec l'U.i.m.m. « J'avais Ceyrac en face de moi. C'est un malin, qui connaît



bien ses dossiers. Mais il était obligé de tenir compte du rapport de forces créé par les accords d'entreprise. Il est donc allé au-delà de ce qu'il aurait accepté en d'autres circonstances, mais sans céder sur l'essentiel : la répartition du pouvoir. »

Charlety ? « Si c'était à refaire, je le referais. Les accords de Grenelle ont constitué un temps fort pour les travailleurs, mais ils ne mettaient pas le pouvoir en question ; ils frustraient donc les acteurs de Mai 68 de leur revendication essentielle. Le relais politique était indispensable. Et Charlety, plus que l'expression d'une solidarité, ce fut l'appel désespéré des jeunes et des travailleurs aux forces de gauche non communistes. Seul Mendès France y a répondu : il ne s'en est jamais remis. Le P.c. nous a traités d'irresponsables : de fait, il était bien la seule expression politique capable de se manifester. On l'a bien vu le 29 mai. On l'avait déjà vu à Charonne. »

La C.f.d.t. s'est développée pendant une période où il n'y avait pas de parti politique de gauche en dehors du P.c. Elle a donc été obligée d'élaborer un projet de société qui dépassait le cadre classique de l'action syndicale. Après l'élection présidentielle de 1974, beaucoup de ses militants comprennent qu'il existe enfin une force socialiste dans le pays : « On retrouvait dans le discours de François Mitterrand sur les inégalités, sur les modifications de pouvoir, ce qu'on aurait aimé entendre à Charlety. »

Dix ans après Mai 68, André Acquier, membre du comité directeur du Parti socialiste, estime que la situation potentielle n'a pas changé. « La réponse aux aspirations exprimées à l'époque n'a pas encore été donnée. Elle se trouve dans la réconciliation de l'action sociale et de l'action politique. En ce sens, on ne peut pas évaluer aujourd'hui Mai 68 en termes de réussite ou d'échec, parce que ce n'est pas fini : le mouvement de Mai a permis la résurgence d'une vie politique nouvelle et continue d'alimenter toute une prospective politique et syndicale que nous n'avons pas encore assumée. »

Robert Lucente: "Tout le monde participait, même ceux qui n'avaient jamais participé à rien..."



Pendant toute la grève et longtemps après, la chronologie syndicale de la C.g.t. situait l'origine du mouvement d'occupation d'usine chez Renault le 15 mai. Desseigne rectifie plus haut ce point d'histoire. Mais il est certain que Renault fut un puissant amplificateur du mouvement de grève, compte tenu du rôle traditionnel de la Régie dans les luttes ouvrières.

En mai 1968, Robert Lucente y était secrétaire de la section d'entreprise socialiste, en même temps qu'il participait au conseil d'administration comme représentant du personnel. Assumant alternativement des responsabilités politiques et syndicales, Lucente est considéré comme « le politique de la C.f.d.t. ». Il raconte comment s'est décidée l'occupation :

« Le matin même, personne n'aurait pu le prévoir. Ce sont les jeunes du décolletage qui ont réagi sur des revendications spécifiques et qui, en se promenant dans tous les ateliers, ont appelé les autres travailleurs à se joindre à eux. Le meeting qui s'est tenu sur l'île Seguin a dû réunir cinq cents personnes. La grève et l'occupation de l'usine furent décrétées dans l'enthousiasme. La plupart de ceux qui se sont exprimés ce soir-là ont enlevé la décision en jouant sur la corde de la solidarité avec les étudiants. Connu pour mes positions, je ne me sentais pas habilité pour prendre la parole au nom de la C.f.d.t. Daniel Mothé l'a fait pour occuper le terrain : il a poussé à la grève et à l'occupation. La C.g.t., n'étant pas en état de contrôler les choses, a entériné. »

Lucente réfléchit : ce soir-là, il n'y avait que des ouvriers pour être encore présents à cette heure, et ils ont osé s'exprimer. D'habitude, une assemblée de cinq cents personnes n'aboutit à rien. Et là, non seulement cette grève a été décidée par une minorité, mais encore elle n'a rencontré aucune opposition. « Pour moi qui ai connu des piquets de grève autrement musclés forcés par ceux qui voulaient travailler, la façon dont s'est décidée cette grève, la sympathie qu'elle a rencontrée restent une des leçons de Mai 68. » Après, ce fut la fête : une foule de forums, de débats, « même des assemblées de cadres » ; tout le monde participait, même ceux qui n'avaient jamais participé à rien.

Dès que la grève fut décidée et Renault occupée, les appareils ont commencé leur lutte pour la récupération du mouvement. « Lorsque la C.g.t. contrôlait un secteur, elle monopolisait le débat. Elle s'est toujours opposée à l'entrée dans l'usine des innombrables délégations d'étudiants qui venaient essayer de dialoguer avec les travailleurs. En revanche, elle n'a pu empêcher les discussions à l'extérieur de l'usine, même si elle

→

CHRONOLOGIE POLITIQUE DE MAI 68





Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit.



Débat sur la motion de censure : Mollet, Mitterrand, Defferre, Estier, Mendès France et Dayan.



Les accords de Grenelle.

22 mars : naissance à la faculté de Nanterre du mouvement dit « du 22 Mars », animé par Daniel Cohn-Bendit.

29 mars : le doyen Grappin suspend les cours et interdit une manifestation « gauchiste ».

21 avril : violente bagarre au cours de l'assemblée générale de l'Unef entre les « apolitiques » et les « révolutionnaires ».

26 avril : les étudiants de Nanterre empêchent Pierre Juquin de tenir un meeting.

27 avril : Cohn-Bendit est interpellé par la police. L'agitation gagne les facultés de Toulouse et de Strasbourg.

2 mai : le Premier ministre, Georges Pompidou, part pour Téhéran en voyage officiel. Nouvelle suspension des cours à Nanterre.

3 mai : la police pénètre à la Sorbonne avec l'autorisation du ministre de l'Education nationale, Alain Peyrefitte. Violents incidents au quartier Latin. Six cents étudiants arrêtés, dont Cohn-Bendit, Jacques Sauvageot et le fils de David Rousset.

6 mai : grève des étudiants et manifestations pour protester contre la fermeture de la Sorbonne. Nouveaux incidents au quartier Latin et plusieurs centaines d'arrestations.

7 mai : trente mille jeunes défilent dans Paris. Le gouvernement est contraint d'accepter un débat à l'Assemblée nationale (Claude Estier, député de Paris, intervient au nom de la F.g.d.s.). Christian Fouchet (ministre de l'Intérieur) et Alain Peyrefitte ne parlent que du rétablissement de l'ordre.

9 mai : Peyrefitte décide de maintenir la Sorbonne fermée.

10 mai : la Convention des institutions républicaines et le P.s.u. publient des communiqués de « soutien total » aux étudiants.

11 mai : dans la nuit, très violents incidents rue Gay-Lussac. Plusieurs centaines de blessés. Louis Joxe, qui assume l'intérim de Pompidou, fait réveiller le général de Gaulle, qui préside à 6 heures du matin un Conseil exceptionnel. Au nom de la F.g.d.s., François Mitterrand demande « une réunion immédiate des grandes organisations politiques et syndicales autour des maîtres de l'Université et des étudiants ». Une série de rencontres se déroulent dans la journée du 11.

13 mai : grève générale décidée par la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen. Sept à huit cent mille personnes défilent de la République à Denfert-Rochereau.

14 mai : nouveau débat à l'Assemblée, marqué par un vif incident entre François Mitterrand et Pompidou. Les groupes F.g.d.s. et communiste décident de déposer ensemble une motion de censure, qui est renvoyée au 21 mai.

15/17 mai : le mouvement étudiant trouve à la Snias, les premiers relais ouvriers, à la Régie Renault, puis à Lyon chez Rhodiaceta et Berliet.

17 mai : la F.g.d.s. demande la démission du gouvernement et de nouvelles élections générales.

20 mai : les dirigeants de la F.g.d.s. rencontrent successivement toutes les organisations syndicales.

21/22 mai : débat sur la motion de censure, retransmis en direct à la télévision. Elle ne recueille que 233 voix (communistes, F.g.d.s., 34 centristes sur 42, 4 non-inscrits sur 9 + Edgard Pisani), au lieu des 244 qui étaient nécessaires pour renverser le gouvernement. Le soir, importante manifestation boulevard Saint-Germain, qui se termine sans incidents.

24 mai : nouvelle manifestation de la gare de Lyon à la Bastille. De Gaulle annonce un référendum pour le mois de juin, et ajoute qu'il s'en ira en cas de réponse négative. François Mitterrand, Pierre Mendès France et Waldeck Rochet déclarent qu'il s'agit d'un plébiscite et que la question du pouvoir est posée.

25/26 mai : négociations de Grenelle entre le gouvernement, le patronat et l'ensemble des centrales syndicales.

27 mai : le protocole d'accord est rejeté par les ouvriers de la Régie Renault. Relance des grèves et des manifestations. Dans la soirée, grand meeting au stade Charlety, où se trouvent des dirigeants de l'extrême gauche, du P.s.u. Pierre Mendès France est également présent.

28 mai : conférence de presse de François Mitterrand, qui, partant de la vacance du pouvoir qu'entraînerait la réponse négative au référendum-plébiscite, annonce que, dans cette hypothèse, il est prêt à assumer la responsabilité du pouvoir, Pierre Mendès France pouvant présider un gouvernement provisoire. A 17 heures, rencontre au sommet entre F.g.d.s. et Parti communiste. Waldeck Rochet reproche à Mitterrand d'avoir proposé Mendès France pour diriger le gouvernement provisoire. « S'il s'agissait de vous-même, il n'y aurait pas de problème », ajoute-t-il. Il ne sort rien de concret de cette rencontre.

29 mai : de Gaulle disparaît pendant plusieurs heures avant d'arriver en fin d'après-midi à Colombey. Mendès France, après avoir rencontré successivement François Mitterrand et Michel Rocard, déclare qu'il ne refusera pas « les responsabilités qui pourraient lui être conférées par la gauche tout entière réunie ».

30 mai : le P.c.f. rejette l'idée d'un « nouvel homme providentiel ». Il n'est pas « disposé à se prêter aux manœuvres de replâtrage du gaullisme ou à une nouvelle expérience de troisième force ». A 16 heures, de Gaulle parle cinq minutes à la radio (la télévision en grève lui est refusée) : il diffère la date du référendum et dissout l'Assemblée nationale. Un cortège hurlant de plusieurs centaines de milliers de personnes remonte les Champs-Elysées jusqu'à l'Etoile.

Le Pouvoir a repris la situation en main. Grèves et manifestations se poursuivent, mais les partis politiques sont déjà lancés dans une campagne électorale qui s'achèvera le 30 juin par une déroute de la gauche : le P.c.f. perd 39 sièges, la F.g.d.s. 58. La majorité totalise 358 députés.

envoyait des commandos au sein des groupes pour discréditer les étudiants, tous des « fils de bourgeois ».

Les contacts de Lucente avec la F.g.d.s. lui avaient montré, plus vite qu'à d'autres, qu'il n'y avait pas de débouchés politiques, d'alternative de pouvoir au mouvement de Mai. « Les camarades socialistes croyaient que la solution, c'étaient les élections. Nous, on disait : mettez-vous autour d'une table et discutez ! » C'est de cette période que date l'engagement politique de beaucoup de ses camarades de travail qui, jusque-là, se cantonnaient dans le syndicalisme. Ils avaient compris que seule l'union de la gauche aurait pu sauver le mouvement. Et c'est sur cette base qu'ils adhèrent au nouveau Parti socialiste comme à la seule organisation de masse capable de prendre en compte les revendications de Mai 68. « Le P.c. pourrait faire la même chose s'il n'était pas prisonnier de sa peur permanente de toute idée nouvelle. Dès qu'il en émerge une, ils mettent une cloche dessus. Donc le levier est ailleurs... »

Michel Pelchat: "L'héritage de Mai 68, c'est la priorité de l'homme sur les rapports de forces"



En mai 1968, Michel Pelchat n'a aucune responsabilité syndicale ou politique. C'est un travailleur paisible du C.e.a., plus préoccupé par les piles à eau lourde que par les mouvements d'humeur des étudiants. Il défile le 13 mai par simple discipline, pour répondre à l'appel de la C.f.d.t., mais ne comprend rien à ce qui se passe.

Le 14 mai, il se réveille, il y a assemblée générale dans la salle de documentation de Saclay pour décider de la grève : « J'y suis allé pour écouter. Je découvre pêle-mêle l'existence de la IVe Internationale, de la Fer, des trotskystes, des maos. J'étais complètement paumé. » Alors, un soir, il descend à la Sorbonne et se retrouve dans un amphi : « Les types qui étaient là voulaient créer un comité de liaison étudiants/ouvriers, le Cleo. Comme j'étais non seulement le seul travailleur présent, mais aussi le seul à ne pas être engagé politiquement, je me suis retrouvé au bureau de ce truc parce que je ne faisais peur à personne et que chacun espérait bien me récupérer. »



La grève fut décidée à Saclay grâce aux entreprises extérieures auxquelles on avait reconnu le droit de vote. On y discutait beaucoup dans la journée, « mais j'étais plutôt un homme d'action qu'un homme de tribune. Alors, j'ai préféré m'occuper du Cleo. On siégeait dans le bureau du recteur à la Sorbonne. Les représentants des entreprises venaient nous trouver pour savoir comment faire la grève. On les recevait, même ceux qui étaient envoyés par les flics. On a beaucoup travaillé sur Citroën. Il fallait aussi s'occuper du ravitaillement des comités d'action. Avec des camions du C.e.a., on est allé à Rennes chercher des patates et deux mille poulets. La première fois, bêtement, on a laissé le soin de les distribuer à l'union locale de la C.g.t. Résultat : seules les entreprises où la C.g.t. était bien implantée en ont bénéficié. La deuxième fois, on a fait la distribution nous-mêmes ».

l'éditorial de Claude Estier

QUEL CYNISME !

Pourquoi se gêner ! Telle est la réflexion qu'inspire la politique économique et sociale mise en œuvre par le troisième gouvernement Barre. Dès les premières mesures prises, aussitôt les élections passées, au nom de la « vérité » des prix, nous avons souligné qu'il s'agissait de la tentative la plus cohérente, en même temps que la plus cynique, qu'ait faite la droite française au service du capitalisme pour permettre à celui-ci de restructurer ses forces et de retrouver une plus grande efficacité après une assez longue période de flottement, due précisément aux incertitudes électorales.

Dans les semaines qui ont précédé les élections, les dirigeants de la majorité, conscients de la profonde volonté de changement exprimée dans le pays, s'étaient laissé aller à dire qu'un effort serait fait, si ladite majorité l'emportait, pour réduire les inégalités. Promesses qui, certes, étaient restées vagues, mais qui, de toute façon, ont été totalement oubliées dès le 20 mars. Forts de leurs 51 % de suffrages et des quatre-vingt-dix sièges de majorité qu'une loi électorale injuste leur a valus en dépit d'un minime écart de voix, les partis au pouvoir ne songent même plus à prendre la moindre précaution. De Conseil des ministres en Conseil des ministres, les hausses de prix et de tarifs publics se succèdent, qui frappent toutes les catégories sociales — et en premier lieu, bien sûr, les plus défavorisées. Raymond Barre avait promis solennellement qu'il n'y aurait pas d'impôts nouveaux pendant deux ans. Mais les mesures annoncées mercredi ne constituent-elles pas une nouvelle aggravation de la fiscalité indirecte qui pèse déjà si lourd dans le budget des plus modestes ?



Avant les élections, le Premier ministre présentait jour après jour aux Français une description apocalyptique de ce qui les attendrait si la gauche l'emportait. Il ne leur avait pas dit que, la droite restant au pouvoir, il leur faudrait se serrer encore plus la ceinture. Il est déjà pratiquement acquis qu'en dépit de toutes les assurances données avant le 19 mars la hausse des prix dépassera 10 % pour l'année 1978, ce qui signifiera inévitablement une nouvelle atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs les plus mal payés et des millions de personnes — âgées, notamment — à revenus fixes.

Là encore, le cynisme du pouvoir est total : il a osé limiter à 1,08 %, le relèvement effectif du Smic, qui concerne 700 000 à 800 000 salariés. On ne peut tout faire à la fois, affirme Raymond Barre, qui a pourtant rarement ce genre de réflexions quand il s'agit de l'accroissement des profits des grandes sociétés capitalistes !

Le gouvernement ne semble pas davantage se préoccuper de la situation que certaines de ces sociétés ont laissé se créer au niveau de l'emploi. On le voit aujourd'hui clairement avec deux exemples spectaculaires : celui du groupe Boussac, dans les Vosges, et celui des chantiers de réparation navale Terrin, à Marseille (voir page 16). Un peu partout en France, des licenciements — retardés pour raisons électorales — sont maintenant annoncés ou même déjà mis en pratique. Le gouvernement parle de nouvelles mesures pour l'emploi des jeunes. Ce sont, en fait, des dizaines de milliers de nouveaux chômeurs qui vont apparaître dans les prochains mois dans les statistiques des agences nationales pour l'emploi. Cela non plus, Raymond Barre ne l'avait pas dit aux Français avant les élections.

Cynique au plan économique et social, le gouvernement l'est tout autant dans certains aspects de sa politique internationale, en particulier lorsqu'il s'efforce de justifier, au nom d'accords de coopération, ses interventions militaires au Tchad ou en Mauritanie. Dans les deux cas, le gouvernement engage la France dans une politique aventuriste, et cela non pas au nom de la parole donnée, comme voudrait le faire croire le ministre des Affaires étrangères, mais au nom d'intérêts économiques sur lesquels on se garde bien d'informer l'opinion française. Trop d'expériences passées ont montré où peuvent conduire de telles interventions. Les socialistes demandent au gouvernement de s'expliquer. Il doit savoir que, pas plus pour intervenir en Afrique que pour aggraver en France la politique d'austérité, le peuple français n'entend lui laisser les mains libres.

→

Pelchat organise aussi l'infirmerie de la Sorbonne que dirige le professeur Kahn. « Le Cleo avait trouvé des ambulances. Mais Kahn avait besoin de bouteilles d'oxygène, de coton, de médicaments. Tout cela, je l'ai trouvé au Cea, de même que les blouses des infirmières et des étudiants en médecine. »

A la fin du mouvement, le Cleo crée des Groupes d'intervention rapide, les Gir, pour aider les grévistes lorsque les usines étaient attaquées par des éléments fascistes. « Un jour, la C.f.d.t. de Flins téléphone au comité de liaison de Saclay. Elle craignait des incidents graves dans la nuit, la C.g.t. ayant appelé les travailleurs à rentrer chez eux au lieu de s'organiser pour résister. J'y suis allé avec quelques copains... On est arrivé à tenir en échec les commandos. »

La dernière image de Mai 68 pour Pelchat date du jour où les flics ont investi la Sorbonne : « On bossait comme des dingues pour nettoyer les locaux. Mais je n'ai jamais pu récupérer les bouteilles d'oxygène du Cea ! »

Peu importe, la moisson est riche pour ce néophyte de la politique : l'homme d'action a compris que, pour être efficace, il faut être organisé. Le bon sens fait le reste, on le sollicite de toute part : « J'ai suivi des stages organisés par la Ligue à la cité universitaire. Je n'ai tenu que quelques mois. » Le P.s.u. ? « Une société savante, sympathique, mais avec laquelle je n'avais aucun point commun. »

Alors il attend, en militant à la C.f.d.t., que s'ouvre un débouché politique. « J'ai adhéré un moment au Secours rouge, parce qu'on y menait des actions concrètes. Le 4 décembre 1970, avec Krivine et Rocard, on était trois mille à manifester contre l'exécution de cinq militants basques de l'E.t.a. » Du jour où la Ligue et le P.s.u. se battent pour en prendre le contrôle, Pelchat laisse tomber, avec le regret de voir toujours les idées socialistes se diluer dans le creuset des groupuscules. Le congrès d'Epinay lui donne l'espoir qu'enfin un parti politique va prendre en compte le mouvement de Mai.

Pendant deux ans, Michel Pelchat sera secrétaire fédéral de l'Essonne aux entreprises. En 1976, il est élu conseiller général. Le discours de 68 ? « A partir du moment où nous acceptions de lier notre sort au P.c., on ne pouvait prendre en compte les revendications de Mai 68 que très timidement. Le Parti a privilégié les réformes de structure. La dimension humaine des problèmes, on l'a un peu oubliée. Cette priorité de l'homme sur les rapports de forces, c'est pourtant l'héritage de Mai 68. C'est aussi ce qui constitue l'originalité des socialistes. En 1978, on n'a pas su traduire en termes politiques les questions posées en 1968. Il reste encore à convaincre 15 millions de Français en leur proposant un projet qui les concerne. »

VERONIQUE NEIERTZ

L'ITALIE CRUCIFIEE

L'HORREUR du dénouement des cinquante-quatre longues journées de l'enlèvement d'Aldo Moro a laissé l'Italie sous le choc, en même temps qu'elle a frappé de stupeur et d'indignation les démocrates du monde entier. Le corps criblé de balles du président de la Démocratie chrétienne a, en effet, été retrouvé mardi 9 mai, à 13 h 30, dans le coffre d'une voiture abandonnée, comme en une dernière macabre provocation, dans une petite rue tranquille qui mène du siège de la D.c. à celui du P.c. Les Brigades rouges, par téléphone, avaient annoncé « qu'il s'agissait d'une bombe ». Cela risque bien d'en être une.

« S'ils avaient voulu, ils auraient pu faire quelque chose », écrivait Moro à sa femme dans sa dernière lettre de prison. Pourtant, malgré cet ultime message, malgré la publication deux jours auparavant d'un neuvième communiqué des Brigades rouges qui ne s'adressaient plus qu'aux « organisations communistes combattantes », comme si la tentative de faire céder les partis politiques appartenait déjà au passé, une partie de la classe politique italienne s'accrochait à un mince espoir : un participe présent. Les B.r. n'écrivaient-elles pas : « Nous concluons la bataille commencée le 16 mars en exécutant la sentence à laquelle Aldo Moro a été condamné. » Pourquoi cet emploi du « gerundio » (en exécutant) si la sentence était déjà réellement accomplie ? En fait, il paraissait presque absurde, après tant de coups de théâtre, comme l'annonce une premiere fois le 18 avril (mais le communiqué avait été démenti comme un faux grossier par les B.r.) de l'exécution de Moro, que l'affaire puisse se conclure par un odieux assassinat à froid.

Les Brigades rouges se taisaient. N'était-ce pas le signe d'une dissension dans leurs rangs sur l'attitude à suivre, comme en 1974, lors de l'enlèvement du juge Mario Sossi, qui fut libéré sans contrepartie ? Si en relâchant Moro les B.r. envoyaient une véritable bombe à retardement dans les fragiles équilibres du jeu politique italien, elles risquaient, en revanche, de perdre tout crédit dans un futur et malheureusement probable chantage.

L'Etat n'a pas cédé

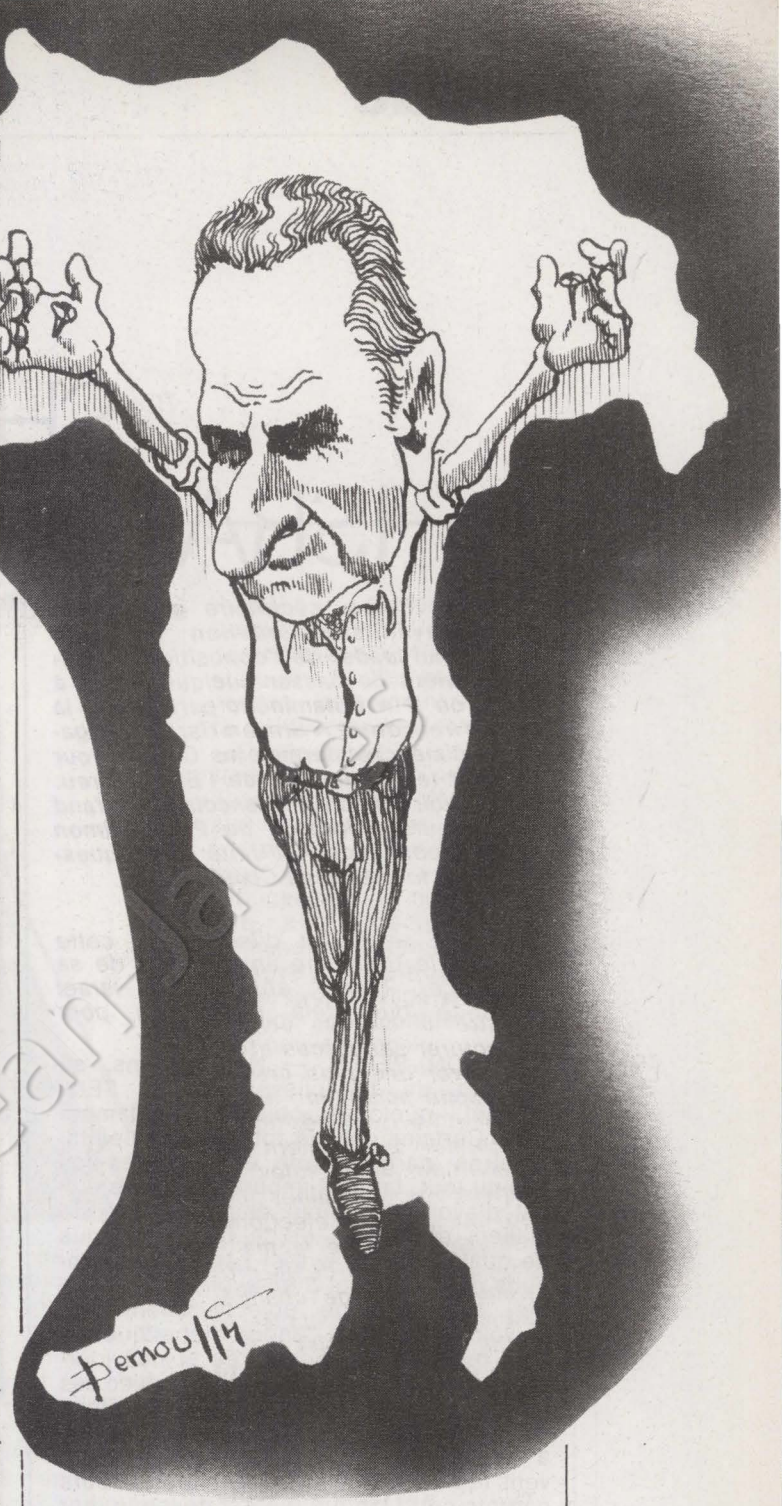
En choisissant le meurtre, elles ressoudent, au moins dans un premier temps, l'accord D.c.-P.c.i. et le cadre politique qu'elles voulaient déstabiliser par leur stratégie. Le P.c.i., aussitôt après l'enlèvement, avait déclaré qu'il ne pouvait pas y avoir le moindre compromis avec des terroristes qui cherchaient, plus que la libération de « treize combattants emprisonnés », une capitulation de l'Etat au travers de négociations « politiques » entérinant une situation de guerre civile et légitimant les B.r. comme un « contre-Etat ». A posteriori, le P.c.i. peut sembler avoir eu raison. Pourtant, derrière la façade d'une « unité nationale » — plus forte dans les directions des partis qu'à la base —, les félures que les Brigades rouges avaient tenté d'exploiter risquent de se rouvrir.

Par un magistral « chantage du silence », les B.r. semblaient avoir laissé aux lettres de Moro (« l'Unita », quotidien du P.c.i., parle de soixante-dix, la plupart non publiées) le soin d'élargir la brèche ouverte par les socialistes dans le « front de la fermeté ». Non sans arrière-pensées électorales et politiques, le P.s.i. préconisait « une initiative autonome de l'Etat », un accommodement avec les B.r. qui permette de sauver Moro. La D.c., crucifiée, aurait pu basculer, d'autant plus que Moro, quoique détenu, semblait parfaitement tenu au courant des déchirements internes qui travaillaient son parti. Pourtant, la Démocratie chrétienne n'a pas cédé au chantage du terrorisme. « Si Moro est libéré, si cesse l'usage de la violence, la République alors saura se montrer clémente. » Le gouvernement faisait un geste, mais n'acceptait ni les conditions posées par les B.r. ni de traiter avec elles. L'Etat n'a pas cédé. Moro a été assassiné.

Bombes à retardement

Il est trop tôt pour pouvoir mesurer l'immense vide qui se crée dans le monde politique italien dont il était la clef de voûte. Certes, il n'avait aucune responsabilité gouvernementale. Mais il devait être, en décembre prochain, le candidat à la présidence de la République voulu à la fois par la D.c. et les socialistes. Par son prestige, par l'ouverture à gauche de 1960 vers le P.s.i., puis en 1976 vers les communistes — dont il fut le principal artisan —, il demeurait, à la D.c., la garantie de la ligne du compromis historique. Au travers de sa figure martyre, la nouvelle majorité parlementaire incluant le P.c.i., qui était née le jour même de l'enlèvement, se légitimera plus fortement.

La campagne électorale pour les élections administratives partielles du 14 mai (4 millions d'électeurs) se déroule dans ce climat d'union nationale. La tragédie est encore trop proche. Cela n'enlève pourtant rien à leur valeur de test, dans un pays qui ne connaît guère les sondages. Le P.c.i. espère récolter les fruits de sa fermeté, le P.s.i. de son attitude humanitaire, la D.c. de son étonnante dignité dans la tragédie. « C'est une aventure qui nous a marqués profondément et, par certains aspects, nous a changés, mais non dans le sens que prévoyaient nos adversaires », lança Benigno Zaccagnini, secrétaire général de la D.c., dans un meeting de cette mini-campagne électorale.



Pour la première fois, en effet, ce parti, qui — en trente ans de « malgoverno » — avait colonisé la République pour ses intérêts de parti, y compris les plus sordides, s'est révélé capable de défendre ceux de l'Etat. Le renouveau promis depuis trois ans par l'actuelle direction, d'ailleurs composée des plus proches compagnons de Moro, s'est ainsi concrétisé. Pourtant, d'autres courants, plus anticommunistes, ne risquent-ils pas d'utiliser une inévitable cristallisation autoritaire dans l'opinion afin de mener campagne pour un Etat fort ? Que fera alors le P.c.i. ? Ce d'autant plus que certains, à la D.c., laissent entendre qu'il a préparé, par sa dénonciation des scandales, le « terrain moral » à des terroristes qui, pour être dénaturés, n'en sont pas moins ses fils. D'autres affirment aussi que sa présence dans la majorité supprime toute opposition et encourage donc le terrorisme. Et d'autres, enfin, l'accusent de n'avoir défendu la République que pour conquérir de nouvelles positions de force dans l'appareil de l'Etat, et en particulier dans les forces de l'ordre. Les bombes à retardement de l'après-Moro sont déjà amorcées.

MARC SEMO

SHIMON PERES : —ISRAEL, TRENTE ANS APRES—

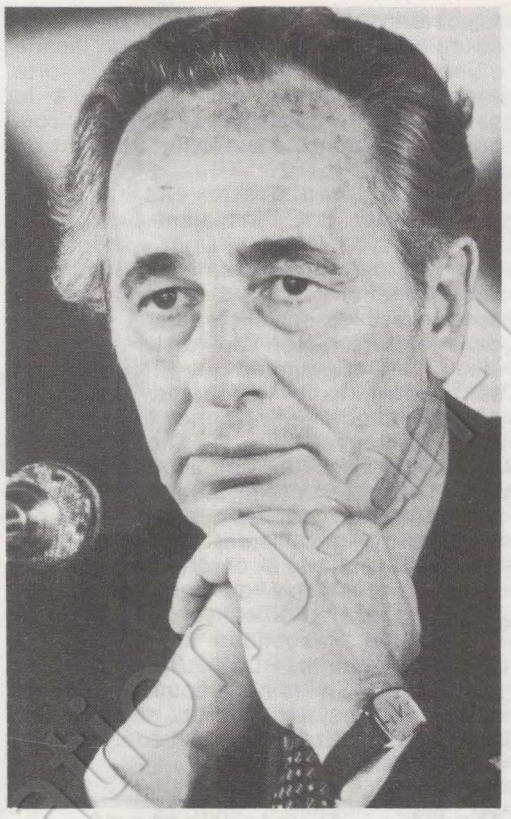
Shimon Peres, secrétaire général du Parti travailliste israélien et donc aujourd'hui leader de l'opposition à Jérusalem, vient de passer quelques jours à Paris, où il a notamment participé à la grande rencontre « Shalom Israël » organisée dimanche dernier au C.n.i.t. pour célébrer les trente ans de l'Etat hébreu. Après avoir rencontré François Mitterrand et plusieurs dirigeants du P.s., Shimon Peres répond pour « l'Unité » aux questions que lui a posées Claude Estier.

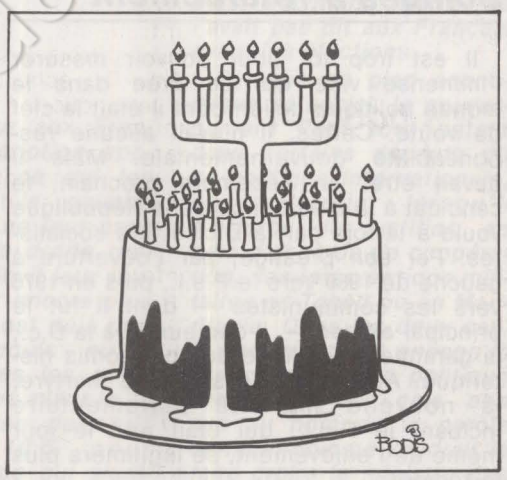
L'UNITE — L'Etat d'Israël fête cette semaine le trentième anniversaire de sa naissance. Trente ans après, Israël qu'est-ce que cela représente pour vous ?

SHIMON PERES — Nous avions, au moment de l'établissement de l'Etat d'Israël, quelques objectifs fondamentaux. Certains ont été totalement atteints, d'autres partiellement et quelques-uns pas du tout. Le plus important d'entre eux est d'avoir rassemblé des centaines de milliers d'hommes et de femmes venus de quatre-vingts pays et parlant cent langues différentes et d'en avoir fait un peuple. Le deuxième objectif atteint est d'avoir restauré la langue hébraïque de telle manière que nos livres et nos journaux sont imprimés aujourd'hui avec les mêmes caractères et avec les mêmes mots qu'utilisaient les prophètes juifs il y a des milliers d'années. Et ce sont souvent les enfants qui apprennent à leurs parents cette langue qui est devenue leur langue maternelle. En troisième lieu, nous avons pris une terre qui était faite surtout de désert, de pierres et de sable, et nous l'avons transformée en un grand pays agricole, utilisant les techniques les plus modernes du monde, capable, par exemple, d'exporter des fleurs en Hollande et des engrais au Japon. Sans oublier nos industries, qui se sont développées au fil des années et représentent aujourd'hui une part importante de notre produit national.

Nous avons réalisé tout cela en ayant constamment à faire face à des dangers disproportionnés. A commencer par la guerre d'indépendance de 1948, qui eut lieu avant même que nous ayons un Etat et une armée. La guerre fut notre première expérience. Et cela a continué jusqu'à la dernière attaque lancée contre nous par l'Egypte et la Syrie. Et, en dépit de tous ces problèmes qui nous ont obligés en même temps à construire un Etat, à transformer un pays et à soutenir des guerres, nous sommes restés une nation démocratique, éprise de liberté et fondamentalement socialiste.

Il y a aussi les objectifs que nous n'avons pas encore atteints : l'indépendance économique, l'indépendance en matière de défense et, par-dessus tout, ce que nous n'avons pas encore réussi à réaliser, c'est la paix elle-même avec nos voisins.





— Parlons précisément de la paix. Depuis un an, votre parti est dans l'opposition. Or, depuis un an, il s'est passé beaucoup de choses au Proche-Orient, notamment à partir du voyage du président Sadate à Jérusalem. Comment jugez-vous la politique du gouvernement Begin depuis ce moment ?

— Le voyage de M. Sadate a été extrêmement important, car il a contribué à changer l'état d'esprit des Arabes envers les Juifs et des Juifs envers les Arabes, plus particulièrement envers le plus important pays arabe, l'Egypte. Je pense que ce qui arrive au gouvernement Begin est le contraire d'un film américain. Il a eu sa « happy end » au commencement. Cela a commencé par une période euphorique, et les problèmes sont venus ensuite. Je ne pense pas que la performance de M. Begin soit très brillante. Il a fait quelques concessions au début, mais je me demande si les résultats de sa politique correspondent vraiment à ce qu'il en attendait.

Quant au Parti travailliste, après s'être trouvé dans une mauvaise situation qui nécessitait d'importants changement, il a regagné du terrain et retrouvé une large audience.

— On dit que de plus en plus d'Israéliens sont prêts à des concessions pour obtenir une paix durable. Quelles sont, selon vous, ces concessions possibles et, par là même, les conditions d'une telle paix ?

— Une paix durable signifie la paix avec tous les pays arabes. Si on ne peut l'avoir avec tous, mais seulement avec une partie d'entre eux, il faut avancer dans cette direction. Je ne vois pas actuellement de réelles difficultés entre Israël et l'Egypte à partir du moment où nous sommes d'accord pour évacuer le Sinaï. La question la plus difficile concerne la rive ouest du Jourdain et le problème palestinien. Le Parti travailliste reconnaît l'existence de ce problème palestinien. Nous pensons que la meilleure solution serait la constitution d'un Etat jordano-palestinien, et nous sommes prêts à favoriser cette solution, y compris en prenant les mesures appropriées en Cisjordanie.

— Vous y êtes prêts. Mais le gouvernement Begin ?

— C'est le problème. Begin a parlé d'autonomie interne pour les Arabes de Cisjordanie, mais pour l'instant on n'a pas avancé vers une solution réelle.

— Une dernière question. Vous venez de rencontrer François Mitterrand. Comment jugez-vous aujourd'hui les relations de votre parti avec le Parti socialiste français ?

— Ces relations sont excellentes. Nous avons des conversations très ouvertes et très fructueuses. Je pense qu'il y a deux sortes de partis socialistes : il y a ceux qui sont entièrement tournés vers leurs problèmes intérieurs et il y a ceux qui sont ouverts à tous les grands problèmes du monde. Le Parti socialiste français, sous la direction de François Mitterrand, fait partie des seconds, ce qui le rapproche de nous. Nous avons suivi de près votre bataille pour les dernières élections et les progrès que vous avez accomplis, même si vous n'avez pas remporté la victoire. François Mitterrand m'a dit qu'il comptait faire avancer le Parti socialiste davantage encore. Nous aurons d'autres occasions de nous rencontrer, puisqu'il doit venir de nouveau prochainement en Israël. Nos relations sont très utiles, y compris pour favoriser la paix au Proche-Orient, et j'espère qu'elles deviendront encore plus étroites dans l'avenir.

changer la vie politique

La répression en Tunisie

Le procès contre les dirigeants syndicalistes de l'Union générale des travailleurs tunisiens devrait, selon les observateurs, se dérouler à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet devant la cour criminelle de Tunis.

Les trente-huit syndicalistes, avec à leur tête Habib Achour, ancien secrétaire général de la centrale, sont accusés — parce qu'ils ont organisé la grève générale du 26 janvier dernier — d'avoir tenté de changer la forme du gouvernement de façon non constitutionnelle et d'avoir constitué une association de malfaiteurs. Ainsi que d'autres chefs d'inculpation, tous punis — selon la loi tunisienne — par la peine de mort.

Malgré près de deux mois passés par les « 38 » dans les cages du ministère de l'Intérieur sans voir la lumière du jour, malgré les coups et la torture, malgré la mort de Houcine El-Kouki, militant de la Fédération des banques et assurances, ils ont tous, sans exception, fait les mêmes déclarations au juge d'instruction. Ils contestent les « incitations » qui leur sont reprochées et affirment qu'ils avaient reçu mandat de leur base pour déclencher la grève générale du 26 janvier, grève générale qui était alors parfaitement légale en Tunisie.

La répression active contre l'intelligentsia après l'arrestation, à la suite du 26 janvier, de quelques intellectuels et étudiants semble s'être apaisée. Mais elle continue contre les travailleurs des entreprises sous forme de licenciements, notamment dans les mines de Sfax. D'autres syndicalistes que les « 38 » sont encore en prison, notamment à Sousse et à Sfax.

Certains observateurs pensent en effet qu'il y aurait eu trois mille arrestations, les inculpés auraient été jugés en flagrant délit et purgent actuellement des peines correctionnelles.

D'autre part, le 5 mai, le gouvernement tunisien n'a pas craint de braver l'opinion publique internationale en expulsant l'avocat français Michel Zavrian, chargé par la Fédération internationale des droits de l'homme d'une mission d'information.

Le procès de Tunis risque fort d'être un « procès de Moscou ».



P.c.f. : les bouches continuent à s'ouvrir

Chaque jour apporte de nouvelles preuves que le rapport péremptoire de Georges Marchais et les conclusions « unanimes » du comité central n'ont pas mis fin à la contestation au sein du P.c.f. Bien au contraire, beaucoup de ceux qui étaient demeurés silencieux avant la dernière session du comité central, en attendant de celui-ci un début d'ouverture, réagissent contre la brutalité avec laquelle la direction a verrouillé toutes les portes, allant jusqu'à refuser l'organisation d'une tribune de discussion dans la presse du Parti, à propos de laquelle René Andrieu s'était imprudemment avancé en écrivant dix jours plus tôt que la disposition interdisant cette tribune « pourrait être sans dommage reconsidérée dans l'avenir ».

Bien qu'il soit toujours très difficile de savoir ce qui se passe dans les instances dirigeantes du P.c.f., il se confirme que plusieurs voix se sont élevées au comité central pour demander un peu plus de souplesse dans l'application des règles du centralisme démocratique. Deux ou trois intervenants ont même fait écho aux critiques sur le fonctionnement du Parti exprimées, par exemple, par Jean Elleinstein en soulignant qu'elles n'étaient pas seulement le fait d'intellectuels marginaux. C'est en raison de ces interventions « non conformistes » que la direction du Parti a décidé de ne pas publier les débats du comité central bien que cette publication ait été réclamée par de nombreux militants. Etonnante « discrétion » lorsqu'on entend par ailleurs Roland Leroy affirmer qu'il ne se souvient pas « d'une session aussi riche, intense, fructueuse, foisonnante ». N'est-il pas d'autant plus dommage d'en priver les adhérents du Parti ?

D'ailleurs, contrairement à l'habitude, les comptes rendus du C.c. organisés dans les départements ne vont pas cette fois sans problèmes. Guy Hermier en sait quelque chose, qui s'est fait sérieusement chahuter la semaine dernière, rue J.-P. Timbaud, en défendant les thèses de la direction devant les étudiants de l'U.e.c. Les représentants du bureau fédéral de Paris ont également été mis en difficulté au cours de comptes rendus, notamment dans les 5e et 11e arrondissements.

Cette mauvaise humeur se traduit de plus en plus par un absentéisme aux réunions ou aux manifestations, comme on a d'ailleurs pu le vérifier le 1er mai. Ou dans les pétitions proposées aux militants, textes « althusseriens », qui demandent la tenue d'un 23e congrès « démocratique » après avoir fustigé la dernière réunion du comité central. Fait nouveau également : on a vu ces jours derniers, en différents endroits, des militants communistes venir trouver des militants socialistes pour leur dire qu'ils n'entendaient pas s'associer à l'anathème jeté contre le P.s. et qu'ils étaient toujours favorables à l'union. Sans doute Georges Marchais a-t-il parlé dans son rapport de l'union à la base. C'est probablement le seul point sur lequel il risque d'être pris au mot. Mais pas dans le sens qu'il croyait !

Mort d'un combattant

Un « combattant » est mort. Henri Curiel, cet étrange personnage fidèle aux certitudes et aux illusions de sa jeunesse, a été abattu le 4 mai par deux tueurs masqués dont il ne semble pas que la police retrouve facilement la trace ! Cet héritier de l'internationalisme façon IIIe Internationale avait marqué quelques générations de révolutionnaires. Militant actif — et silencieux — de toutes les luttes du tiers monde il avait su aider ceux qui se battaient pour leur dignité. Secret, sachant marier la légalité aux autres formes d'aide, il avait cristallisé bien des haines. Georges Suffert dans un article en forme d'appel au meurtre paru dans « le Point » en 1976 avait montré jusqu'où l'abjection pouvait aller. Trois balles de 11,43 ont mis fin à cette vie exceptionnelle. Nombreux, et dans de nombreux pays, seront ceux qui garderont tout au fond d'eux-mêmes le souvenir de cet homme. Même ceux qui n'étaient pas entièrement d'accord.

changer la vie sociale et quotidienne

Flaminaire : on ne jette pas que les briquets

Si l'on licencie chez Flaminaire à Redon (Ille-et-Vilaine), c'est la faute des briquets jetables. Telle est l'explication patronale qui a précédé l'annonce des deux cents licenciements.

Aussitôt, le 3 mai dernier, les quatre cents salariés de Redon se sont mis en grève à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. Expliquer les licenciements par la prolifération des briquets jetables ne tient pas debout, affirment les travailleurs de chez Flaminaire. Il y a quelques mois, c'est une usine spécialisée dans le briquet jetable — l'usine Cricket, en Savoie — qui licenciait plusieurs dizaines de salariés.

Pour les syndicats, la cause des licenciements chez Flaminaire se situe ailleurs. On sait, en effet, qu'il existe des tractations pour que Waterman rachète Flaminaire. Mais à condition de ne garder que la moitié des effectifs...

Prime à la tête du client

Depuis près de cinq semaines, quatre-vingts des cent vingt travailleurs de l'entreprise des Tuyaux Bonna, à Saint-Loubès (Gironde) occupent avec détermination leur usine pour obtenir la satisfaction de deux revendications essentielles.

Tout d'abord, ils demandent une augmentation des salaires de 6 %. Il faut souligner que, de toutes les entreprises Bonna implantées en France, celle de Saint-Loubès est la plus mal payée. Les salaires y sont inférieurs de 8 % à ceux pratiqués ailleurs.

Ensuite, les grévistes veulent que l'établissement des primes de productivité soit élaboré sur des bases claires. En effet, dans ce domaine, la direction suit une politique pour le moins arbitraire. Les primes sont augmentées ou diminuées à la tête du client. Tel travailleur discute un peu trop : il voit sa prime abaissée et cela lui est signifié oralement sur-le-champ. Tel autre fait preuve d'un peu de zèle : on lui annonce aussitôt, de la même manière, un rehaussement de sa prime. Le fait du prince ! D'ailleurs, dans ce genre de pratique, la direction va encore, plus loin : elle a institué des taux horaires différents pour la même classification.

La grève a été lancée à l'appel de la C.g.t. et de F.o. La direction refuse de négocier, et l'usine reste occupée depuis le 11 avril. La municipalité de gauche de Saint-Loubès soutient les travailleurs. Tour à tour, le maire et le député socialiste Philippe Madrelle, président du conseil général, sont intervenus pour obtenir l'ouverture de négociations. Enfin, la fédération girondine et la section locale du P.s. ont apporté leur aide financière aux travailleurs en lutte.



François Ceyrac, vu par Barrigue.

Hécatombe chez Asa

Aux Ateliers roannais de construction textile (A.r.c.t.), les 1 200 salariés — soutenus par les syndicats et les partis de gauche — ont déjà fait tellement de bruit que la direction du groupe Asa a décidé, avant tout, de préserver l'emploi dans cette filiale roannaise. Mais, pour les autres filiales françaises, il n'en va pas de même, loin de là. Le groupe Asa maintient sa volonté de licencier 600 personnes. Il a donc déjà fait savoir que dans sa filiale d'Aubenas (Ardèche), la Sotexa, le redémarrage prévu avec 50 salariés — après un dépôt de bilan et 230 licenciements en juillet — était mis en question. 170 salariés occupent toujours leur entreprise. Ensuite, la filiale de Troyes, Triconit, se voit menacée de fermeture avec 245 suppressions d'emploi à la clef. Dans sa chute, Triconit entraînerait la S.f.m., autre filiale d'Annemasse, dont les 80 salariés dépendent directement de l'activité de l'usine troyenne. Enfin, dernier dégraissage d'effectif à Valence. L'A.c.b.f. fermerait ses portes, entraînant 235 licenciements dans la préfecture de la Drôme et 30 licenciements par répercussion à la Sermatex, qui avait déjà vu ses effectifs fondre de 170 à 30 il y a trois ans environ.

Devant cette hécatombe, la municipalité de gauche de Valence et son député-maire socialiste, Rodolphe Pesce, ont décidé de convoquer le 12 mai à 16 heures une réunion de toutes les municipalités Rhône-Alpes concernées par ces licenciements. Sur six villes, les trois municipalités de gauche ont immédiatement donné leur accord, suivies de peu par les autres : aucun habitant ne comprendrait, devant la gravité du problème, que les municipalités se dérobent à cette confrontation qui devrait permettre une action globale plus efficace auprès des pouvoirs publics et du groupe Asa.

Pétroliers fraudeurs

Pour les compagnies pétrolières, il n'y a pas de petits profits. Depuis toujours, elles contestent le statut de salarié aux gérants libres des stations-service et refusent, de ce fait, de payer leurs charges sociales. Lassés de cette situation, six gérants de station-service ont assigné cinq grandes compagnies pétrolières à comparaître devant les services de la Sécurité sociale à Saint-Lô (Manche). Une nouvelle fois, les pétroliers ont été condamnés.

Mais tout laisse penser que ce jugement n'obligera pas pour autant les pétroliers à respecter la loi. La Sécurité sociale estime à des centaines de millions de francs les sommes que les compagnies pétrolières auraient dû prendre à leur charge et qui sont payées pour le moment par les gérants de station-service.

Un absent qui n'a pas tort

Un délégué du personnel élu dans une entreprise d'où il a été chassé il y a près de trois ans. Telle est l'histoire de Philippe Antoine.

En octobre 1975, Philippe Antoine, employé à la Simax de Rupt-sur-Moselle (Vosges) et délégué C.f.d.t., est licencié. Malgré l'avis négatif de l'inspection du travail, le ministère autorise ce licenciement. Décision annulée par le tribunal administratif. Recours de la direction devant le Conseil d'Etat. Et jugement du tribunal d'instance de Remire-

mont, qui, malgré le recours, estime que Philippe Antoine « fait toujours partie du personnel ».

Il peut donc se présenter aux élections des délégués du personnel. Il l'a fait. Il vient d'être élu par 70 % des voix. Comme quoi les « absents » n'ont pas toujours tort !

La Justice change de camp

Pour la première fois, un tribunal interprète de façon nouvelle les rapports entre propriétaires et locataires. A Paris, il a refusé un congé « donné sans motif qui constitue un abus de droit » et doit être considéré comme « nul et de nul effet ». Dans ses attendus, le tribunal précise qu'un déménagement ne cause aucun préjudice au propriétaire, pas plus à la société de gestion, pour qui « la recherche de locataires fait partie de sa raison d'être », alors que, pour les locataires, « la recherche d'un appartement entraîne de nombreuses démarches et visites, qui sont autant de pertes de temps et de manque-à-gagner, car ils doivent souvent prendre sur leur temps de travail pour les effectuer ».

Et il conclut : « L'exercice sans motif d'un droit dont le titulaire ne peut ignorer qu'il va causer un préjudice certain est abusif. Sa sanction en est la nullité. » Un jugement qui, il faut l'espérer, va faire des petits...

Créteil : grève des paiements

Grève des paiements des factures d'électricité dans une cité H.l.m. de Créteil (Val-de-Marne). Pourquoi ? Le premier hiver passé, les habitants de l'ensemble viennent de recevoir leur note. Désagréable surprise : pour un studio, le chauffage (électrique intégré) et l'électricité ont coûté environ — pour quatre mois — 1 200 F. Tout cela parce que les travaux d'isolation n'ont pas été réalisés correctement.

« Nous ne voulons pas payer les malfaçons commises par l'entrepreneur », protestent les habitants. Et ils dressent la liste des fautes techniques. Un ensemble tout neuf, pourtant...

Fraude : une affaire qui marche !

Le service de répression des fraudes vient de publier son rapport annuel et nous fait découvrir d'étranges pratiques : sur les 62 500 prélèvements effectués en 1976 par ce service, 20 % ont été transmis à la Justice... Il y a de tout : l'acajou qui se révèle être du chêne, la salle à manger en bois massif qui est en contre-plaqué, les additifs interdits qui se retrouvent dans les conserves, l'hygiene qui laisse vraiment à désirer, les étiquettes qui présentent de nombreuses anomalies...

Le service de la répression des fraudes a trois missions : réglementer, informer, contrôler. Mais son responsable se plaint amèrement. Charles Castang écrit : « L'exercice du contrôle exige une somme considérable de moyens... Les insuffisances chroniques, qui, de tout temps, ont entravé la marche du service, se sont encore trouvées aggravées du fait d'une conjoncture économique et budgétaire difficile. »

Les exclus de la S.n.c.f.

Les récentes augmentations de la S.n.c.f. créent des drames. En particulier pour ceux qui sont déjà injustement exclus des tarifs sociaux. Par exemple, ceux qui habitent à plus de 75 km de Paris mais viennent tous les jours travailler dans la capitale. Par un simple décret, ils sont exclus de la loi de 1921 qui permet à tout travailleur de bénéficier d'un tarif social pour ses trajets habitat-travail. Les hausses de tarifs de mai n'arrangent rien : les abonnements ont subi des augmentations de 25 %. Ainsi, un habitant de Bueil, près d'Anet (Eure), voit son abonnement passer de 164 à 205 F. Et ce n'est pas tout : la suppression de la carte familiale entraîne des augmentations considérables : de 131 à 205 F pour la deuxième carte prise par cette famille de Bueil, de 115 à 205 F pour la troisième...

Le 8 avril, les usagers de Bueil, au nom des habitants de la grande périphérie, ont organisé une manifestation et recueilli 356 signatures à une pétition envoyée au ministre des Transports pour demander que la loi de 1921 soit appliquée sans notion de distance. Leur colère est grande, surtout en fonction du contexte économique et de l'absence de politique d'aménagement du territoire qui éloigne sans cesse l'emploi et l'habitat. Problème que le gouvernement ne semble pas vouloir prendre en considération, seulement préoccupé des transports routiers. Moralité, les habitants de la grande périphérie vont être de plus en plus nombreux à prendre leur voiture...

Alice

La longue marche du socialisme à travers les âges.

Histoire générale du socialisme.

Sous la direction de **Jacques Droz.**



Les livres des Puf questionnent le monde. puf

MARSEILLE MOBILISEE POUR SAUVER TERRIN



Marseille est frappée au ventre par le coup qui met au tapis le groupe Terrin. Et la Fédération socialiste en appelle à l'opinion

(De notre correspondant)

« LA réparation navale est à Marseille ce que la sidérurgie est à la Lorraine. » Cette phrase de Gaston Defferre est, à la fois, une constatation et une accusation. Avec plus de dix mille emplois directs, si l'on tient compte des deux cent trente entreprises sous-traitantes, le groupe Terrin, qui vient d'être mis en règlement judiciaire (voir « l'Unité » n° 293), est en effet indispensable à l'équilibre économique du premier port français.

Il faut exactement 64 millions au groupe Terrin pour repartir d'un pied mieux assuré et, surtout, éviter la catastrophe d'une destruction irrémédiable, voire d'une mutilation d'un capital technologique et matériel inestimable. Trente millions pour refaire le fonds de roulement nécessaire et trente-quatre pour financer les départs anticipés jusqu'à cinquante-cinq ans qui allégeraient suffisamment les effectifs sans que soit prononcé le terme traumatisant de « licenciement ». Ces 64 millions sont catégoriquement refusés par le gouvernement (le délégué général à l'Aménagement du territoire est venu spécialement à Marseille pour dire qu'il n'était absolument pas question d'un maintien artificiel d'une activité industrielle en difficulté), et c'est là que la phrase de Gaston Defferre devient une accusation. Le gouvernement veut-il créer l'irréparable en refusant à Marseille ce qu'il a donné à Thionville ? A-t-il simplement mesuré les conséquences financières de ce refus ? Sait-il que, si le port de Marseille venait à être bloqué par tous ses travailleurs solidaires des ouvriers de Terrin, c'est par centaines de millions que se chiffreraient les pertes ? Une grève de huit semaines, comme celle qui vient de se terminer à Dunkerque, coûterait, au bas mot, 450 millions... et le problème, après elle, demeurerait entier, alors que 64 millions débloqués au début de mai l'auraient réglé pour longtemps.

Marseille est frappée au ventre par le coup qui met au tapis le groupe Terrin. Car la réparation navale est l'une des activités dont les Marseillais sont le plus fiers et à juste titre. Avant la suspension provisoire des poursuites, en mai 1977, les ateliers de Mourepiane, supérieurement équipés et servis par un personnel d'une très grande qualification, voyaient défiler 60 % des navires réparés en France. Rapidité, compétence. La réputation du chantier s'étendait dans le monde entier.

Après un deuxième passage devant le tribunal de commerce, avec, cette fois, un règlement judiciaire à la clef, le sort du groupe Terrin ne peut plus guère être réglé de l'intérieur. On pouvait conserver un espoir, il y a douze mois, au moment de la suspension provisoire des poursuites. Cet espoir n'est plus de mise aujourd'hui. « Le plan de redressement n'était pas adapté à notre situation particulière, affirme un syndicaliste, il ne pouvait pas réussir. Aujourd'hui, je tremble de voir les intérêts du groupe, ceux de quatre mille travailleurs, entre les mains de syndics professionnels qui ne feront peut-être pas la différence entre notre entreprise et une autre tout à fait ordinaire. » Les syndics n'ont fait qu'une chose : ils ont demandé 825 licenciements, avec la brutalité de ceux qui ne connaissent rien ni personne et se soucient seulement de trancher — de « couper le bois mort », comme dit notre Premier ministre.

Or, une solution existe, qui permettrait d'alléger l'effectif, puisque ce « dégraissage » est indispensable, sans causer de traumatisme, sans engendrer le refus des travailleurs et les conséquences sociales et économiques qu'il implique. Cette solution, le syndicat C.g.c. l'a exposé à la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, où il a été reçu par Gaston Defferre et Charles-Emile Loo. Elle consiste à autoriser 416 départs en préretraite et à les combiner avec des stages de formation concernant quatre cents autres salariés, qui constitueraient ainsi un réservoir de main-d'œuvre dans lequel le groupe puiserait au fur et à mesure des départs ultérieurs. Mercredi, à la C.g.c., on pensait que cette solution avait quelque chance d'aboutir.

Sauver la réparation navale marseillaise, c'est faire en sorte que cette proposition, acceptable pour le personnel comme pour l'entreprise, soit mise en pratique. C'est pourquoi le maire de Marseille et la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône ont lancé, ce mercredi, un appel solennel aux Marseillaises et aux Marseillais. Des centaines d'affiches ont porté à la connaissance de la population cet appel que « le Provençal » a publié. On peut y lire : « La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône appelle les Marseillaises et les Marseillais à s'unir pour, avec les syndicats, sauver la réparation navale, tout son personnel et tous les sous-traitants et pour éviter tout licenciement. »

« Nous voulons, dit Charles-Emile Loo, qu'un très vaste mouvement de solidarité se déclenche et s'amplifie à travers la ville, car ce problème de la réparation navale ne concerne pas seulement les familles des travailleurs du groupe Terrin, ou celles des salariés des entreprises sous-traitantes, mais toutes les familles de Marseille. Lorsqu'un drame touche plus ou moins directement quelque 10 000 salariés, c'est une ville qui est touchée et qui risque de subir les retombées de ce qui peut devenir un naufrage. »

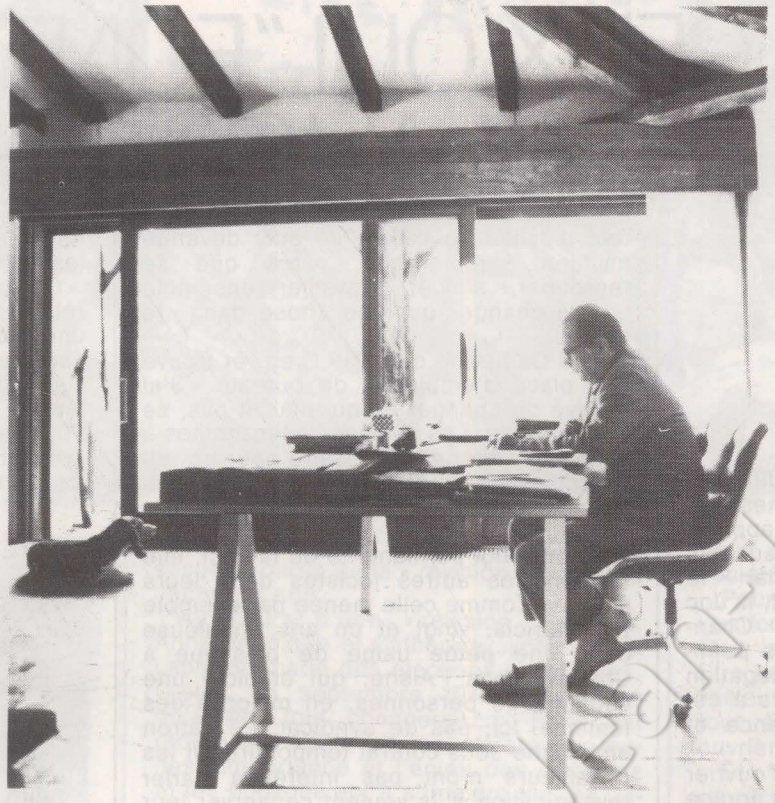
En outre, le maire de Marseille a décidé, à la demande de la fédération socialiste, de convoquer le conseil municipal en séance extraordinaire ce vendredi 12 mai, afin d'envisager les mesures à prendre au plan local et les actions à mener pour sauver le groupe Terrin. Cette réunion du conseil municipal précèdera deux autres séances extraordinaires du conseil général — que préside Louis Philibert, député des Bouches-du-Rhône — et du conseil régional, deux autres assemblées à majorité socialiste.

Jamais, à Marseille, une telle mobilisation des assemblées n'avait été demandée, sauf pour une catastrophe comme les inondations de l'Huveaune au mois de janvier dernier. C'est qu'en soi la crise de la réparation navale est pour Marseille une catastrophe aussi.

Le gouvernement pourra-t-il rester sourd ?

PAUL LEDUC

ma part de vérité
par
François Mitterrand



Dimanche 30 avril

Le congrès de l'unité qui a réuni ce matin autour de Felipe Gonzalez et de Tierno Galvan les deux principaux partis socialistes d'Espagne, le Parti socialiste ouvrier et le Parti socialiste populaire, s'est achevé, comme prévu, dans l'enthousiasme. Une vraie cérémonie de mariage, avec quatre témoins, amis des deux familles, Mario Soares, Bettino Craxi, Carl Bengtsson et moi, et nos signatures apposées au bas d'un acte notarié : « Par devant nous, Francisco Lucas Fernandez, docteur en droit, notaire à Madrid, ont comparu etc... » sous les acclamations de trois mille invités, debout, assis, debout, criant, riant, pleurant, chantant.

La nouvelle formation politique représente déjà la première force du pays. Un sondage lui accorde une cote de 35 %, chiffre flatteur auprès des maigres 15 % du bloc gouvernemental. Dans mon allocution j'ai rappelé que les militants du Psoe clandestin, pourchassés, persécutés par la police de Franco avaient tenu leur congrès constitutif en France, à Suresnes, où les avait accueillis Robert Pontillon au mois de mars 1974, et que j'avais eu moi-même la joie d'y prendre part. J'ai parlé de Felipe Gonzalez comme d'un jeune frère. J'aurais pu ajouter « qui a grandi plus vite que nous ».

Au déjeuner qui a suivi, Craxi — le calme et fin successeur de Francesco Di Martino au secrétariat général du Parti socialiste italien — qui a reçu hier une lettre d'Aldo Moro, m'a donné les raisons qu'il avait de croire encore au sauvetage du prisonnier. Il attend des efforts conjugués de Paul VI, Fanfani et Saragat — ils y sont prêts — que le président de la République Leone se résigne à accepter un échange limité — un pour un — avec les Brigades rouges, ces dernières, leurs objectifs principaux atteints, pouvant s'en contenter. Craxi a eu des mots terribles sur la Démocratie chrétienne : « Pour beaucoup d'entre eux, Moro, c'est fini. Ils disaient d'abord, en pleurant « il est mort ». Ils disent maintenant, en pleurant, « il est fou ». S'il revenait il y aurait quelqu'un de trop. » Et sur les communistes : « Ils viennent de publier des lettres de résistants condamnés à mort. Sans avoir l'air de rien. L'un de leurs dirigeants a déploré devant moi ''que Moro eût oublié la leçon de Socrate''. » Mais, remarque Craxi, « sait-on ce qu'aurait décidé Socrate en échange d'une autre vie ? ». Les états-majors politiques, selon lui, ne pensent qu'aux élections. Quand, estimant que l'Etat ne serait pas deshonoré si le gouvernement négociait, il a proposé qu'un geste fût consenti en faveur d'Aldo Moro, les démocrates-chrétiens l'ont accusé de quêter les voix catholiques. Il médite : « A certains il faut du sang. Celui de Moro justifiera l'hémorragie. » Mais que faire ? Craxi convient que les responsables italiens se trouvent devant un intolérable dilemme. Ne pas traiter livre Moro au verdict des bourreaux. Traiter leur livre tout un peuple. Que faire ? La vie ne se jauge ni au poids d'une mort ni au nombre des morts. Que faire ? On sauve la démocratie par le respect des lois. On la perd par la raison d'Etat. Oui, que faire ? Et ainsi de suite. Nous nous accordons sur ce point que la faute majeure serait d'entrer dans la logique du crime. Mais quelle logique ? Nul doute qu'elle consiste à paralyser le système en place par le simple effet de l'épouvante collective, avant de le précipiter dans l'enchaînement sans fin de la violence. Je crains cependant que l'explication ne soit courte et vois, bien au-delà, comme une invitation faite à la société de se regarder dans son propre miroir, d'y considérer son image inversée et de prendre peur de soi-même.

Mercredi 10 mai

Je relis mes notes du 30 avril, commencées à Madrid, continuées à Cordoue, pendant le bref voyage que m'ont organisé nos amis espagnols. Nous l'avons appris hier. Aldo Moro est mort, pauvre corps jeté à la rue, aux regards. J'éprouve une violente pitié pour cet homme dépouillé et je souffre de tant de pudeur violée.

Mais j'entends qu'on me souffle : une mort, la belle affaire ! Montent dans ma mémoire les cortèges de suppliciés qui ont rythmé mon temps de vie. Je suis né par temps de guerre : dix millions de morts. J'ai grandi par temps de guerre : trente millions. Dans l'intervalle Staline, Hitler, Franco, les autres. Après ? La liste serait longue et vous la connaissez avec, en contrepoint, l'ombre sans nombre qui porte un nom : Goulag, Indonésie, Chili, Argentine, Cambodge — et le reste. Je ne suis pas insensible au discours de celui qui me dit que c'est ainsi que tuent les Montoneros — j'approuve pourtant leur cause — que c'est ainsi que tuent ceux qui tuent les Montoneros — dont j'exècre la cause. J'écoute le discours de celui qui me dit que la dernière aube d'un condamné à mort ignore les attendus et les considérants, qui a jugé, et qui a défendu, au nom de quel droit, au nom de quelle Histoire. C'est vrai. Comment démêler cet atroce écheveau ? Le plus simple est de revenir aux choses simples qui donnent un sens au jour, à la lumière, à l'espérance et à la paix. Je le répéterai : toute société et en tout temps a produit ses révoltes. Elles sont parfois nécessaires. Mais pour quelles valeurs ? Je n'en connais pas qui soient assez belles, assez hautes pour justifier le crime.

CEUX QUI "FONT DE LA JOC"

Ceux qui disent « faire de la Joc » comme on « fait de la politique » explique l'extraordinaire vitalité d'une organisation cinquantenaire

Ils seront plus de cent mille, filles et garçons, jeunes ouvriers, jeunes travailleurs, lycéens et étudiants, apprentis et chômeurs, venus fêter — au parc paysager de La Courneuve le 14 mai — le cinquantenaire de leur mouvement, la Joc (Jeunesse ouvrière chrétienne). Chanteurs, acteurs, écrivains, hommes politiques — dont une importante délégation du P.s. — prêteront leur concours à cet anniversaire qui prouve l'importance et l'efficacité de la Joc.

En 1925, en Belgique, un fils d'ouvrier devenu prêtre constitue une petite équipe de jeunes travailleurs. Il s'appelle le père Cardjin et, avec eux, il lance la Joc. Deux ans plus tard, le père Guérin forme un groupe de jeunes travailleurs à Clichy et fonde la Joc française. De leur côté, des ouvrières se rassemblent pour créer la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine.

1978 : quatre-vingt mille garçons militent à la Joc et autant de filles à la Jocf. Depuis cinquante ans, pour des milliers de jeunes, la Joc a été une véritable école de pensée, de formation et d'action. En septembre 1977, les jocistes ont élaboré une charte qui accuse la réforme Haby, la baisse du pouvoir d'achat, l'aggravation des conditions de travail, les cadences infernales et le travail répétitif, la vie de famille sans relations possibles, les loisirs organisés « pour consommer et oublier ». Les réactions et propositions provoquées par cette première charte permettront l'établissement de la Charte du cinquantenaire, qui servira de base à l'action de la Joc et de la Jocf pour les années à venir.

Que signifie être jociste en 1978 ? C'est ce que nous avons demandé à ceux qui disent « faire de la Joc » comme on « fait de la politique ».

Catherine Barthélémy, vingt-trois ans, longs cheveux raides et blonds, permanente à la Jocf depuis trois ans, travaille et habite dans la grande et belle bâtisse de Courbevoie, léguée par la patronne d'une ancienne militante, employée de maison. C'est au C.e.s. que Catherine a appris l'existence du mouvement. Avec des amies elle mène une première action pour une meilleure qualité des plats servis à la cantine et une stabilisation des prix de chaque repas. Invitée à une rencontre de militantes, elle retrouve des filles qui viennent toutes de la classe ouvrière et qui, par conséquent, vivent les mêmes problèmes qu'elle.

« J'ai découvert, raconte Catherine, que la classe ouvrière, à laquelle j'appartenais, était présente partout, mais que partout il fallait se battre. Je suis devenue militante, ajoute-t-elle, parce que se regrouper, s'aider, travailler ensemble pourra changer quelque chose dans le monde. »

Puis Catherine quitte le C.e.t. et trouve une place d'employée de bureau. « J'ai essayé de changer ce qui n'allait pas, se souvient-elle. Les chaises, les machines à écrire, le matériel nécessaire pour travailler correctement et sans fatigue. Les collègues, jusque-là, n'y avaient jamais pensé. »

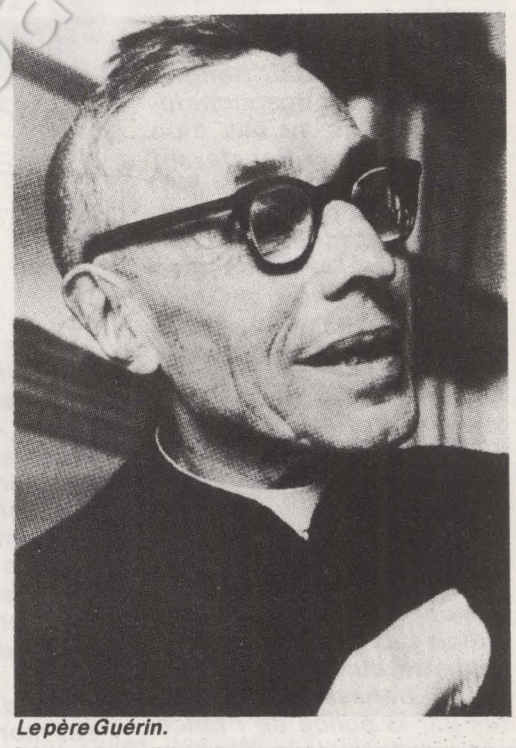
Aujourd'hui permanente de la Jocf, elle soutient les autres jocistes dans leurs actions. Comme celle menée par exemple par Patricia, vingt et un ans, mouleuse dans une petite usine de plastique à Chauny, dans l'Aisne, qui emploie une centaine de personnes, en majorité des femmes. Ici, pas de syndicat. Le patron embauche sous contrat temporaire, et les travailleurs n'ont pas intérêt à parler revendication s'ils veulent conserver leur place. Pourtant, Patricia, petite et ronde, jociste depuis peu, a réussi à faire bouger les choses.

Chaque matin, vers 5 h 30, elle et ses amies se retrouvent au réfectoire pour discuter. Pendant le temps de travail, elles n'ont le droit ni de parler ni de fumer. Un jour, Patricia lit la charte de la Joc. Le travail répétitif, les cadences, les temps de pause, les salaires : les jeunes ouvrières connaissent. Après avoir pris connaissance de la charte, elles examinent leurs fiches de paie. Toutes effectuent le même travail, mais pas une ne touche le même salaire. Interrogée, la secrétaire du patron répond : « C'est l'ordinateur qui commet des erreurs. » Maintenant, chaque mois, elles comparent leurs salaires.

Elles ont demandé et finalement obtenu des tabourets pour ne plus rester huit heures debout. Elles ont refusé la cadence imposée : sept cents pièces de plastique en huit heures de travail. Mais, surtout, ce qui paraît le plus important pour Patricia, elles ont lutté pour se faire respecter par les hommes de l'usine. « Jusqu'ici, nous n'osions pas réagir, affirme Patricia, lorsqu'un ouvrier, souvent un chef, nous traitait de « grosse vache » ou même de « putain » ou bien s'il avait des gestes inconvenants. Un jour, nous avons réfléchi à ces gestes, à ces paroles qui nous humiliaient. Nous avons décidé de ne plus avoir l'air d'être provocante, de ne plus porter de minijupes comme certaines, de ne plus plaisanter avec les chefs. Et nous avons mis au point notre plan : à chaque parole, à chaque geste, nous lancerions une gifle. »

La première qui a inauguré le plan a été appelée au bureau du directeur et mise à pied pour deux jours. Mais les petites mouleuses de Chauny n'en sont pas restées là. Elles ont continué à gifler ceux qui se comportaient mal. Résultat : aujourd'hui, elles sont respectées ; le patron n'a pas pu mettre à pied toutes les « gifleuses ».

Chaque quinzaine, les jocistes se retrouvent par groupe professionnel pour une « révision de vie » c'est-à-dire une rencontre au cours de laquelle ils observent leur vie aussi bien dans le travail que dans la famille — c'est ce qu'ils appellent le Voir. Puis ils essaient ensemble de comprendre pourquoi ils sont contraints de vivre de cette façon et ce qu'ils pourraient



Le père Guérin.

Les jeunes immigrés à la Joc

25 % des fils et filles d'immigrés souhaitent — d'après un sondage récent de l'hebdomadaire « la Vie » — rester en France et s'y intégrer. Ils sont nombreux à la Joc.

Ainsi à Thorigny, rue du Haut-Soleil. Une petite rue montante, bordée de sages pavillons et de jardinets fleuris. En haut de la côte, un grand terrain, en pente et en friche, parsemé de pâquerettes, sur lequel est posé un bâtiment bas et gris, aux murs placardés des affiches colorées du cinquantenaire.

A l'intérieur, José, dix-huit ans, chemise rose et jean noir, et Joaquin, dix-sept ans, cheveux bouclés et visage enfantin malgré une ombre de moustache, nettoient avec ardeur.

Tous deux sont apprentis au C.e.t. de Thorigny. José veut devenir fraiseur, Joaquin électricien.

« Je milite à la Joc depuis quatre ans, raconte José. Nous essayons de changer les choses dans deux domaines : l'hygiène et la sécurité. A la cantine, par exemple, c'était très sale, souvent immangeable. Et on se battait pour le pain ! Aujourd'hui, ça va mieux. Nous avons aussi demandé une meilleure





Bruno Lefeuvre, président de la Joc.

décider pour que ça change. C'est la seconde partie de la « révision de vie », le Juger et l'Agir.

Au cours d'une « révision de vie », Anne, Monique et Catherine, lycéennes à Laon, ont parlé des élections législatives. C'était en septembre 1977. « Peut-être qu'après, tout changerait... » Elles ont rédigé des tracts qui rappelaient aux jeunes l'importance et l'enjeu des élections et les engageaient à s'inscrire sur les listes électorales. Elles ont distribué ces tracts et vendu le numéro spécial législatives de « la Jeunesse ouvrière », leur journal, à la sortie des écoles et du lycée. Elles ont encore organisé plusieurs réunions pour tenter d'intéresser les jeunes et notamment ceux de terminales.

« Le soir des élections, raconte Monique, nous étions tous réunis autour du poste de télévision. Et nos espoirs ont été déçus. Il y en a qui pleuraient. »

« Les premiers jocistes, explique Catherine Barthélémy, constataient ce qu'ils vivaient et tentaient d'améliorer tant soit peu les conditions de vie de la classe ouvrière. Aujourd'hui, notre but est de changer fondamentalement la société. Avec les autres mouvements ouvriers, nous participons à la construction d'une société de type socialiste. »

Pour les premiers jocistes, qui portaient l'uniforme lors des rassemblements, il était inconcevable de s'allier à la C.g.t. Etre jociste, c'était avant tout être un travailleur chrétien. Maintenant, c'est avant tout être un « travailleur de la classe ouvrière ».

Et l'étiquette de chrétien, que représente-t-elle en 1978, pour ces jeunes ? Pour Catherine Barthélémy, il ne s'agit pas de la foi traditionnelle, mais d'une foi « enracinée dans la vie de tous les jours ».

« Nous nous situons à l'intérieur de l'Eglise, bien sûr, ajoute Catherine, mais nous sommes plus près des réalités de la vie et nous voulons provoquer l'Eglise pour qu'elle évolue. »

Anne, lycéenne à Laon, affirme elle aussi : « Les jocistes vivent leur religion dans l'action. Nous ne croyons pas à toutes ces choses qui sont la messe du dimanche, le catéchisme... Nous construisons, nous, l'Eglise de la classe ouvrière en lutte. C'est autre chose. »

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI



aération dans l'atelier de menuiserie. L'air y est irrespirable à cause de la poussière. »

« Au C.e.t., renchérit Joaquin, c'est comme dans la rue chacun pour soi. Nous, on essaie de faire comprendre aux gens qu'il faut être solidaires, que cela sert de s'unir pour obtenir quelque chose. »

Au programme de José et de Joaquin, le remplacement des meules de fraisage, non conformes aux normes de sécurité, l'amélioration de l'évacuation de la fumée dans les ateliers de soudure, etc. Et aussi la mixité. Pas de contacts entre les garçons et les filles au C.e.t. de Thorigny. Séparés pendant les cours, séparés à la cantine...

Mais la Joc c'est quoi encore ?

Pour José et Joaquin, c'est aussi la découverte des problèmes que pose à un immigré — ils sont tous deux portugais — l'action militante .

« Vous n'êtes pas contents ? Repartez chez vous ! », entendent-ils fréquemment. Joaquin se heurte même à son beau-père, qui le somme de se tenir tranquille : « Ici, tu n'es qu'un étranger, tu n'as qu'à fermer ta gueule, tu vas nous attirer des ennuis avec ta Joc... »

Militer à la Joc, ce n'est pas toujours facile. Mais, au moins, on y a des copains. Avec qui l'on construit quelque chose...

UN NAIF HOLLANDAIS

Un jeune chanteur de vingt-cinq ans fait ses adieux au spectacle. Un beau bras d'honneur à l'appui. Voici pourquoi

Né à La Haye en 1952, élevé à Bruxelles, Dick Annegarn est arrivé à Paris en 1970, sa guitare sous le bras. Il a d'abord chanté dans quelques boîtes ou cabarets. A trente francs le cachet par soirée. Puis il a auditionné chez Mireille. Accepté au Petit Conservatoire de la chanson, il a écrit ses premiers textes en français. Il les a enregistrés sur bande et s'est mis à faire du porte-à-porte. Il espérait un disque. Il s'est gentiment fait mettre dehors de chez Philips, de chez C.b.s. et de chez Barclay. Il préparait ses valises et avait déjà en poche son billet de train de retour pour Bruxelles quand il a rencontré Maxime Le Forestier...

La maison de disques de Le Forestier, c'est Polydor. Dans cette boîte, il y avait alors un homme de qualité, un directeur artistique renommé, qui avait fait enregistrer Serge Reggiani, Maxime Le Forestier et bien d'autres : Jacques Bedos, l'oncle de Guy.

La jungle du show-business

Annegarn s'est retrouvé dans le bureau de Jacques Bedos. Il en est ressorti avec une proposition d'enregistrement immédiate d'un 33 tours. Sauvé ? Pas tout à fait. Annegarn ne faisait que commencer à découvrir la jungle du show-business.

Un enregistrement, en effet, c'est d'abord deux contrats : un contrat de production avec la maison de disques, un contrat d'édition avec une filiale plus ou moins directe de l'entreprise de production. Annegarn signa tout ce qu'on lui demandait : en premier lieu, un contrat d'exclusivité avec Polydor, d'une durée de cinq ans, où le nom de Jacques Bedos ne figurait même pas. Un contrat qui, pour ce naïf Hollandais devenu chanteur d'expression française, ne garantissait ni la carte de travail, ni le permis de séjour (tous les deux indispensables aux étrangers résidant en France), ni la sécurité sociale.

Un contrat dont Annegarn aurait dû lire le détail. A l'article 4, il était écrit : « L'interprète s'engage à venir aux séances d'enregistrement, la société restant seul juge du résultat définitif ». Autrement dit : travaille toujours, mon bonhomme ; après, on verra si ça nous chante de te laisser chanter, de sortir ton disque ! Dans l'arbitraire, on fait difficilement mieux.

Et puis, il a fallu signer son second engagement. Chez Polydor, on lui donne « amicalement » une adresse, on lui conseille les Editions Tutti. Beaucoup plus tard, Annegarn comprendra : Tutti est une filiale du holding Philips. Polydor, Philips, Phonogram, les Studios des Dames et différentes autres sociétés font tous partie du trust Siemens. Des fois que ce petit farfelu eût pensé à confier l'édition de ses chansons à des concurrents ! Sur le coup, Annegarn n'y a vu que du feu. Une fois encore, il a signé sans arrière-pensée.

Auto, show dodo

S'il avait été attentif, ce second contrat avec Tutti l'eût instruit. L'article 1 est ainsi libellé : « L'auteur cède à l'éditeur (...) son droit de propriété incorporelle sur l'œuvre. » Traduction : on te dépouille de ta création et tu paraphes d'un superbe « lu et approuvé » ! L'article 5 ajoutait encore à ce cynisme : « L'auteur garantit à l'éditeur contre tous troubles, revendications et évictions quelconques, et l'exercice paisible et exclusif du droit de propriété qu'il lui a cédé présentement et s'engage envers lui (...) à le défendre contre toutes les atteintes qui lui seraient portées. » C'est le principe même, enveloppé en termes savants, de l'esclavagisme. Annegarn ne devait comprendre qu'ensuite que ses deux signatures donnaient à deux sociétés droit de vie et de mort sur ses chansons et sa carrière artistique.



Polydor prend les choses en main : le produit Annegarn est « balancé » (le terme est vulgaire, mais convient tout à fait) à Jacques Ourevitch sur Europe 1, à Philippe Bouvard pour R.t.l. non stop et à Yves Mourousi pour France-Inter. Ce cher Mourousi, toujours aussi bien renseigné, le présente comme « chanteur américain ». Et c'est le grand escalier du show-business : l'Olympia, chez Bruno Coquatrix (le beau-père d'Ourevitch, tiens... tiens...), où il passe en première partie du show d'Enrico Macias. Un peu d'oxygène et de liberté à la télévision pour un « Top à Maxime Le Forestier », et voici le parcours du combattant : les galas de province. « Auto, show, dodo », comme dit Annegarn.

Il paraît que « le produit accroche ». Mais chaque disque vendu ne rapporte qu'un franc à Annegarn. Il est écœuré. Il a envie de partir. Mais on lui rappelle qu'il est lié pour cinq ans. Au moment même où Jacques Bedos claque la porte de Polydor...

Que faire ? En désespoir de cause, pour pouvoir continuer à chanter à tout prix, il propose à Polydor de devenir « producteur indépendant ». C'est à l'indépendance artistique qu'il pense. Mais, autre avantage, l'exploitation financière est moindre également : un artiste qui devient producteur indépendant touche 2,90 F par disque au lieu de 1 F. En revanche, ce statut nouveau met à la charge du chanteur les frais d'enregistrement ; en contrepartie, Polydor continuera d'assurer la promotion et la distribution des disques. Tout le monde devrait donc être content. Polydor l'est. Annegarn ne l'est pas.

Car l'article 4a du contrat de distribution, qui lie le « producteur indépendant »

Annegarn à la maison Polydor, précise :« Le producteur concède à la société, qui accepte, les droits suivants : le droit exclusif de fabriquer, faire fabriquer, distribuer, faire distribuer, vendre ou faire vendre toute production des enregistrements faisant l'objet du présent contrat, **comme aussi d'en cesser la vente et/ou la fabrication et la reprendre à son gré.** » C'est nous qui soulignons. Car ce dernier passage relève toujours de l'esclavagisme. Annegarn change de galère, mais il demeure taillable et corvéable à merci. Ses « triomphes » à l'Olympia, en 1974 et 1975, ne lui servent pas à grand-chose. Il est arrivé en 1976 et, « producteur indépendant », il doit dans la réalité ramer seul.

Un exemple. Officiellement, Polydor promotionne. Pratiquement, Annegarn se débrouille comme il peut. Un jour, il est convoqué par un programmateur de France-Inter. Ce monsieur va s'occuper en plus, dans quelque temps, d'une boîte, le Nashville, à trente balles le whisky. Il propose à Annegarn de venir essuyer les plâtres. Annegarn refuse. Depuis cette date, Annegarn n'est jamais passé sur les ondes de France-Inter. Hasard ?

La « pompe à phynances » prime tout

Isolé, Annegarn se tourne vers « Ecoute s'il pleut », dont la raison sociale est très officiellement « Société civile d'artistes associés ». L'anti-show-biz par définition. Ce qui devrait convenir à Annegarn. « Ecoute s'il pleut » lui promet une tournée de quarante concerts. Il n'en aura que treize... L'hiver 1977 arrive. Nouvelle tournée. Décidément, ni le show-biz ni l'anti-show-biz ne lui réussissent. Annegarn gamberge : le jeu en vaut-il la chandelle ? Doit-il continuer à user son énergie et son imagination pour que quelques-uns s'enrichissent grâce à sa force de travail ? Si ce n'est que cela, la chanson — le fric d'abord — et rien d'autre, pourquoi continuer ? Il pensait qu'il s'agissait d'un mode d'expression. Il doit constater que la « pompe à phynances » d'Alfred Jarry passe avant toute chose...

Annegarn a pris sa décision : il s'en va. Il lâche sa guitare. Il a fait ses adieux scéniques à la maison de la culture de Créteil les 25, 26, 28 et 30 avril 1978. Il fait sa dernière émission de télévision le 17 mai prochain à Antenne 2, à 15 h 55, au cours de « Un sur cinq ». Il quitte le métier en faisant un bras d'honneur. La vie vaut sûrement mieux d'être vécue ailleurs et autrement. Reviendra-t-il un jour ? Seulement quand aura cessé ce qu'il appelle le « compromis historique entre les artistes et le pouvoir ». Le pouvoir du fric, évidemment.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

UNE EPOUSE CHASSE L'AUTRE

« Les hommes mûrissent les femmes vieillissent » Cette phrase de Simone Signoret pourrait servir d'épigraphe à la dramatique « Madame Ex », d'après Hervé Bazin



Hervé Bazin, vu par Solo.

ELLE a eu quatre enfants, une opération, des soucis, ça n'arrange pas une femme,soupire le mari en désignant son épouse défraîchie à la jeune personne chargée de la remplacer. Et le soir, seule devant sa glace, la laissée-pour-compte murmure en suivant du bout des doigts le cours de ses rides — Evidemment, évidemment. »

Que faire d'une femme usagée ? La larguer. Avec une bonne pension, bien sûr, on n'est pas des monstres. On éprouve même de la pitié, voire du remords face au désespoir de l'ancienne compagne. Mais que voulez-vous ? C'est la vie. Un quinquagénaire dans la force de l'âge a des besoins, des exigences, une soif de bonheur qui le poussent de l'avant. La voix de la nature couvre celle de la conscience. Oui, la nature qui prolonge la jeunesse des mâles aux dépens des femelles.

« Les hommes mûrissent, les femmes vieillissent », constatait Simone Signoret, que le temps a métamorphosée en monstre sacré. Cette phrase pourrait servir d'épigraphe à « Madame Ex », dramatique réalisée par Michel Wynn et Françoise Verny d'après le roman de Hervé Bazin (T.f. 1, le 17 mai, à 20 h 30). Nous assistons au déroulement banal et cruel d'un divorce entre Emmanuelle Riva et Jean-Pierre Darras.

A qui le frigo ? La machine à laver ? L'argenterie ? A qui la garde des enfants ? Impatient de repartir de zéro, le mari se montre généreux. A peine riposte-t-il aux reproches, aux perfidies que lui lance son épouse. Mauvaise perdante, elle cache sa détresse sous la hargne et tente de blesser le vainqueur. Il ne lui reste qu'une arme : les enfants qu'elle s'acharne à détourner de leur père.

« Il nous a abandonnés », leur annonce-t-elle. Mais les petits devinent que l'abandonnée, c'est elle, elle seule. Et quand ils rencontrent la radieuse rivale, toute blondeur, tout sourires et la taille d'une rondeur prometteuse, ils accordent au coupable des circonstances atténuantes.

En vain, Madame Ex invoque-t-elle les souvenirs ou le sens du devoir, se drape-t-elle dans les austères vertus de gardienne du foyer, crie-t-elle à l'injustice, verse-t-elle des larmes sur son sort, réclame-t-elle sa part de tendresse, elle n'a pas d'avenir. Au moins si elle se montrait raisonnable ! Mais elle refuse la prime de consolation que de bonnes âmes lui proposent : un joyeux veuf, qui, bien qu'invalide, court encore le jupon (décidément, les hommes sont increvables !) Franchement, elle a tort de faire la difficile. A son âge...

En douce, sans avoir l'air d'y toucher, Hervé Bazin sape la sympathie que nous inspirait la victime. Au fond, elle a cherché son malheur. Elle s'y complaît. Elle s'enferme dans ce que les psychanalystes nomment une conduite d'échec. Que n'essaie-t-elle de se battre ? Le coiffeur, l'institut de beauté, les croisières, le golf ou — que sais-je ? — les œuvres charitables, la politique, la reliure, le féminisme ont rendu à d'autres le minimum vital de confiance en soi. Et si elle travaillait, hein, au lieu de se morfondre ? Il n'est jamais trop tard pour apprendre la dactylo et peut-être son mari lui dénicherait-il un emploi...

Ainsi s'exprimera la sagesse des nations, toujours indulgente au plus fort. Et si Madame Ex proteste : « Ce n'est pas sérieux. Je n'ai plus les moyens, plus la force, plus le temps d'entamer une carrière. Durant vingt ans, je me suis sacrifiée aux miens, on n'a pas le droit de me renvoyer », lui direz-vous qu'elle a péché par imprudence ? Que son dévouement l'a perdue ? Qu'elle aurait dû prévoir une solution de rechange, une position de repli pour le cas où le chef de famille céderait au démon de midi ?

Hélas, les femmes n'en font qu'à leur cœur ! Voyez l'épouse numéro deux. Elle n'existe que pour servir, dorloter, distraire, celui qu'elle a conquis haut la main. Qu'elle se méfie ! Si comblé soit-il, il pourrait se lasser de nouveau. La chair est faible. Surtout celle des hommes.

GABRIELLE ROLIN

au risque de vous plaire

O comme opéra

*** Giuseppe Verdi : « La Traviata », Ileana Cotrubas, Placido Domingo, Sherill Milnes — Bayerisches Staatsorchester, direction Carlos Kleiber. Un coffret de deux disques Deutsche Grammophon, 2530956/7.**

« Simon Bocanegra » Mirela Freni, Piero Cappuccilli, Nicolaï Ghiaurov, José Van Dam, José Carreras — Chœurs et orchestre du théâtre de la Scala, direction Claudio Abbado. Un coffret de trois disques Deustche Grammophon 25637861/2, 71/2,81/2.

L'émotion de « la Traviata » de Kleiber ne se situe pas au premier, mais au suprême degré. La Violetta de Cotrubas, pourtant, ne peut rien contre celle de Joan Sutherland (Decca) ou celle de Maria Callas (version Giulini). Domingo chaleureux et Milnes très intelligent dans un rôle ingrat. Mais surtout Kleiber donne à la partition un caractère survolté et tout en finesse, grâce à une remarquable vie de l'orchestre et à l'enchantement des chœurs. Quant à « Bocanegra », opéra peu servi par le disque et rarement joué sur scène, il s'appuie sur une histoire passablement compliquée et volontiers folle. Mais, pourvu que chante Verdi, et ici il chante merveilleusement, Freni, Carreras, Ghiaurov sont superbes dans des scènes souvent très courtes, soutenus par un orchestre raffiné et tout en nuances, mené tambour battant et en douceur par le génial Abbado. Un régal d'instruments à vent et de cordes. Deux parmi les plus beaux coffrets de l'année.

*** Caruso : « Carmen, Tosca, Rigoletto, Faust, la Bohème, la Traviata », etc. Un disque RCA RM 11749.**

Que de prouesses techniques à la recherche du son perdu ! Le grand ténor italien dont tout le monde connaît le nom, est-il ressuscité grâce à ce disque repiquant des enregistrements remontant jusqu'à 1910. Au nom de quels critères juger ici de la musicalité ? Peut-être faut-il écouter ce disque comme un document, où parfois entre les bruits et le lointain on retrouve Bizet, Donizetti. Sur deux faces on souffre tout de même. D'autant que, probablement, rien de mieux ne nous rendra Caruso.



Léonard Bernstein.



Caruso.

*** Georges Thill : « Album du 80e anniversaire ». Un coffret de quatre disques EMI/VSM 2C153-16211/4.**

Engagé à l'Opéra de Paris en 1924, adepte de l'école italienne, Thill fut l'un des grands chanteurs français d'avant-guerre. Dans des conditions relativement convenables, il nous est donné de l'entendre ici : Otello (enregistrement de 1943), Werther (1927), Turandot (1928), Lohengrin (1929), sinon dans des mélodies ou des chansons de l'époque. Thill impose une force de jeu, une conviction et le beau timbre d'une voix qui emporte malgré — règle de l'époque — des versions en français. Dans la plaquette, une amusante interview.

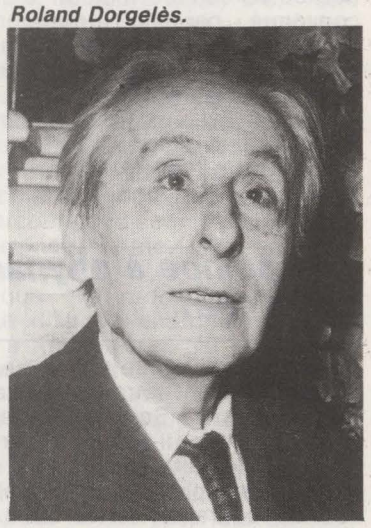
Géants du XIXe siècle

*** Johannes Brahms : « Lieder » — Christa Ludwig (mezzo-soprano), Léonard Bernstein (piano). Un disque CBS 76379.**



Georges Braque, vu par Solo.

Roland Dorgelès.



« Symphonies n° 1,2,3,4 — Ouverture pour une fête académique — Ouverture tragique — London Philharmonic Orchestra, direction Eugen Jochum. Un coffret de quatre disques EMI-VSM 2C16502910-1/2/3.

S'il y a deux beaux « lieder » dans cette sélection (sans traduction française), ils ne sont pas spécialement bien servis : vitesse et saccade du pianiste, Ludwig crie et avale les nuances. Cela ne souffre pas la comparaison avec Fischer-Dieskau et Sviatoslav Richter dans « la Belle Maguelone » (EMI), par exemple. Quant aux symphonies, malgré les qualités du chef (réputé), on reste sur sa faim : dans la première, Furtwängler demeure incomparable (DG, enregistrement de 1952). Comment retrouver le chant de Brahms ? Dans la quatrième Karajan (DG) ajoute la distinction au chant, et sa légèreté bucolique séduit plus que la lente lourdeur de Jochum, qui pourtant enlève très bien le troisième mouvement. Une symphonie, un chef !

à ne pas manquer

Le dernier dimanche de Sartre

Dans son roman « le Dernier Dimanche de Sartre », qui vient de paraître aux Editions du Sagittaire, Jean-Pierre Enard (voir notre entretien avec lui dans notre numéro 263) suit pendant une journée le vieux philosophe à la trace, entre Montparnasse et Saint-Germain. Le lendemain, Jean-Sol Partre, comme l'appelait Boris Vian, mourra. Démarche morbide ? Comme celle de Jean Cau pistant Aragon dans « Une nuit à Saint-Germain-des-Prés » ? Point du tout. Il n'y a rien de malsain, ni de sordide dans ce livre. Seulement un brin d'effronterie pour mieux cacher une tendresse filiale.

Enard ne jette pas de pierres au vieillard qui demeurera devant l'Histoire une des « consciences » du siècle. C'est plutôt son désespoir qu'il projette dans sa filature : hé oui, Sartre est mortel, Sartre va mourir ! Et la déchéance finale nous guette tous un jour ou l'autre. Cruelle lucidité ! Il faut que Sartre crève pour que d'autres talents poussent sur ses cendres. Dans le livre d'Enard, Sartre meurt en s'agrippant au poignet d'un enfant, Pierre, qui se dégage et court s'enfermer dans sa chambre.

« Plus tard, il sera écrivain », écrit Enard. C'est la dernière phrase du roman. C'est l'aveu de l'auteur : sans Sartre, il ne serait pas devenu écrivain lui-même.

La baignoire déborde

On peut être socialiste et aimer le rock. La municipalité de Chilly-Mazarin en administrera la preuve le 20 mai prochain. Ce jour-là, dans le parc du château de Chilly, se déroulera un festival de rock au titre évocateur : « Vite, la baignoire déborde ! ».

Au programme, de 14 heures à 2 heures du matin, un concert de Jacques Higelin, précédé des prestations de sept groupes de rock français : Occibell, Edition spéciale, Skryvania, Castelhemis, Contagion, Marc Casanova et Gutura. Tous renseignements pour cette « partie de campagne électrique » au 909-01-87.

expositions

Paris

*** Galerie Beaubourg (23, rue du Renard, 4e) : Messagier (jusqu'au 20 mai).** Un peintre de cinquante-huit ans met en question non la peinture mais le sérieux avec laquelle on la regarde. D'où une série de clins d'œil. D'où des toiles drôles. D'où le titre de l'une d'elles : « Non à Picasso ».

*** Galerie « Nouvel Observateur »-Delpire (13, rue de l'Abbaye) : Photographies d'August Sander (jusqu'au 20 mai)**

Un photographe allemand. Un des pionniers de l'histoire de la photographie. Il donne ici, à travers une série de portraits, des images de la société allemande dans les années vingt.

*** Grand Palais : Métamorphoses (jusqu'au 22 mai).**

Magritte, Delvaux, Labisse et le surréalisme en Belgique. Parallèlement, une rétrospective Wlerick.

*** Galerie Karl Flinker (25, rue de Tournon) : Eduardo Arroyo (jusqu'à fin mai).**

Un Espagnol parle en peinture de son pays. Brutalement. Parce que le franquisme l'a chassé de chez lui, à l'âge de vingt ans, avec brutalité.

*** Bibliothèque nationale : Roland Dorgelès, de Montmartre à l'Académie Goncourt (jusqu'au 24 juin).**

La longue vie d'un écrivain (1885-1973). Où les étapes portent les noms amicaux d'écrivains (Francis Carco, Max Jacob, Pierre Mac Orlan, Jehan Rictus, etc.) ou de peintres (André Derain, Raoul Dufy, Marie Laurencin, Poulbot, Wlaminck, Van Dongen, Dunoyer de Segonzac, etc.).

Banlieue

*** Cergy-Pontoise (préfecture) : l'Homme et son alimentation (jusqu'au 30 mai).**

Comment nourrir l'homme ? Comment éviter certaines maladies ? C'est à l'échelle planétaire que cette exposition répond, par des informations essentielles.

*** Montrouge (centre culturel et artistique) : Georges Braque (jusqu'au 28 mai).**

Une trentaine d'huiles. Une quinzaine de gouaches. Une vingtaine d'eaux-fortes. Une trentaine d'affiches originales, des lithographies et des sculptures. Un bel ensemble pour un hommage.

Province

*** Bourges (palais Jacques-Cœur) : Matière et couleur (jusqu'au 30 août).**

La tapisserie française contemporaine. Des œuvres de Lapicque, Ubac, Daniel Graffin, Bernard Fortin, etc.

*** Marcq-en-Barœul (fondation Prouvost) : Pierre Bonnard (jusqu'au 9 juillet).**

Des toiles de Bonnard venues de toute la France ; et même de l'étranger (Suisse, Pays-Bas).

*** Amiens (maison de la culture) : le Velours, Amiens, le Travail (jusqu'au 28 mai).**

Le signe humain derrière le textile. Une recherche effectuée par un historien, Patrice Hugues.

télévision

vendredi 12 mai

T.f. 1

« Le Colonel Chabert » : adaptation dramatique d'un roman de Balzac sur l'amertume d'un ex-héros napoléonien (20 h 30).

Ciné première : Jean-Edern Hallier. Beaucoup de grimaces pour rien (23 h 10).

A. 2

Entretiens Julien Green-Marcel Jullian. Un écrivain secret et celui qui dirigea Antenne 2 (17 h 55).

La passion du football : Pivot l'éprouve au point de lui trouver des mérites littéraires (21 h 35).

« La Chinoise », de Godard : à la veille de Mai 68, des jeunes gens rêvent de changer la vie (22 h 50).

F.r. 3

Une révolution à l'anglaise: enquête de Christine Ockrent sur les fruits inattendus de l'austérité britannique (20 h 30).

Art et révolution au Mexique (21 h 30).

samedi 13 mai

A. 2

Questions sans visage. Pierre Dumayet cherche à renouveler sa formule. Il est temps (21 h 50).

F.r. 3

« Mieux vaut savoir », vaudeville canadien : de l'adultère surgelé (20 h 30).

dimanche 14 mai

T.f. 1

« Mort d'un guide » : film exemplaire sur la montagne enfin débarrassée des poncifs (18 h 10).

Manuel de Falla, un musicien mystérieux (22 h).

lundi 15 mai

T.f. 1

« Un homme pour l'éternité » : film américain sur la résistance opposée par Thomas More à Henri VIII d'Angleterre. Orson Welles en cardinal-diplomate (20 h 30).

A. 2

Brésil-Diamantina : un voyage au cœur de mines de diamants et de villes fantômes (21 h 35).

Les Degling's visite chez une libraire pas comme les autres, qui partage la vie des « exclus » (22 h 25).

F.r. 3

« Le Médecin et le sorcier » : le mage Vittorio de Sica et le docteur Marcello Mastroianni se disputent un village italien (20 h 30).

mardi 16 mai

T.f. 1

Histoire de la coupe du monde de football : de 1930 à 1954, les grandes heures du ballon rond (20 h 30).

Pleine page : Pierre Sipriot reçoit Maurice Genevoix (22 h 30).

A. 2

« Lacombe Lucien », film de Patrick Modiano et Louis Malle, qui présente une sorte de petit « collabo-malgré-lui ». Pour suivre : un débat sur la Milice (20 h 35).

F.r. 3

« Meurtres au galop » : film policier anglais, d'après un roman d'Agatha Christie. Une vieille demoiselle Mrs Marple, mène l'enquête (20 h 30).

mercredi 17 mai

T.f. 1

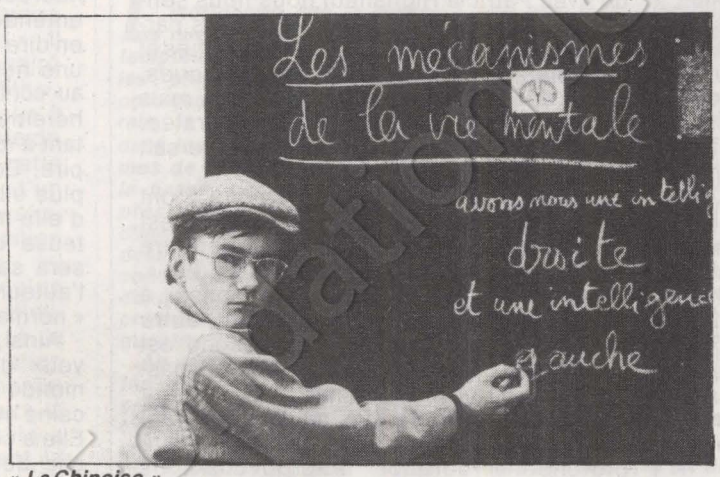
« Madame Ex », ou comment se débarrasser d'une épouse usée : une leçon de stratégie conjugale tirée du roman d'Hervé Bazin (20 h 30). Voir notre article p. 21.

A. 2

Question de temps : magazine d'actualité (21 h 25).

F.r. 3

« Il pleut dans mon village », film yougoslave : drame paysan arrosé de sang, de larmes et de slibowitz (20 h 30).



« La Chinoise ».



Jeanne Moreau, vue par Solo.

jeudi 18 mai

A. 2

Un homme, un jour. Jean-Marie Cavada débrouille l'écheveau du Watergate (21 h 40).

F.r. 3

L'énigme Gutenberg. A qui doit-on l'imprimerie ? Frédéric-Pottecher enquête (20 h 05).

Denys Colomb de Daunant, éleveur-cinéaste, nous présente sa Camargue (20 h 30).

Histoire de Mai : Guégan et Sorin, deux des coauteurs de cette remarquable évocation de Mai 68, déplorent qu'on ait censuré certains témoignages de choc. Mais il reste beaucoup à voir, à entendre, à méditer (21 h 35).

« The Miracle Woman », comédie de Frank Capra (en v.o.) : Barbara Stanwick, fille de pasteur, se fait guérisseuse, comme la sœur de Jimmy Carter (22 h 35).

T.f. 1

« Ce diable d'homme » : troisième chapitre des frasques de Voltaire (20 h 30).

La Chine sans Mao : l'épuration dans la joie, Un tyran de perdu, dix de retrouvés (21 h 25).

A. 2

« L'ironie du sort », film d'Edouard Molinaro d'après le roman de Paul Guimard : à Nantes, en 1943, le destin de jeunes résistants dépend d'une panne d'essence (20 h 35).

F.r. 3

« Eva » : Jeanne Moreau immortalisée par Joseph Losey dans un rôle de prostituée de haut vol qui a choisi Venise pour terrain de chasse (20 h 30).

Revue des revues

*** Estuaire, n° 6.**

Une publication de littérature québécoise. Qui révèle chaque trimestre de jeunes poètes. Au sommaire de ce numéro, aussi : un entretien avec l'écrivain argentin en exil Julio Cortazar.

*** Ecritures, n° 2.**

La seconde livraison de la revue de Théâtre Ouvert. Avec des interventions d'Anne Perry-Bouquet, Victor Haïm, Michel Raffaelli.

*** Approches-Répertoire, n° 3.**

Publié par le Nouveau Théâtre national de Marseille, « Approches » entend reprendre l'expérience de la « Collection-Répertoire » de Jean Vilar au T.n.p. C'est « Approches » qui a fait paraître « Actualité de Louis Guilloux ». Cette fois, le numéro est consacré au « Malade imaginaire », de Molière, annoté par Marcel Maréchal.

*** ' ire, n° 33.**

Des extraits de « l'Importune vérité », de Raymond Marcellin (Plon), « l'Etabli », de Robert Linhart (Editions de Minuit), « la Mort d'Elise », de Marcel Jouhandeau (Gallimard), « Vivre avec eux », de Maryvonne Leclerc-Cassan (Julliard), « l'Adieu aux enfants », d'Alain Buhler (Olivier Orban), « Récit de la vie de Mrs Jemison » (Aubier), « la Résurrection des eaux », de Simon Lacordaire (Fayard), « Freud, mon maître et mon ami », de Hanns Sachs (Denoël), et « Une vie pour deux », de Marie Cardinal (Grasset), seul roman de la sélection. Et un entretien avec Bernard-Henri Lévy.

PATRICIA HIGHSMITH OU LA DÉRISION

Un récit absolument désespéré, à ne pas lire dans les moments de grande « déprime ». Ou peut-être si, pour se consoler sur le dos du malheur des autres. Il y a toujours pire, n'est-ce pas ?

PUIS, une sourde inquiétude. Après tout, quoi de plus banal que la vie d'Edith ? Sur vingt années d'une existence ressemblant à tant d'autres, constater qu'un fils est un cancre, divorcer, supporter un oncle geignard et perdre une grand-tante, quoi de plus anodin ? Effectivement, il arrive pire. Y compris la misère. Edith ne la connaîtra jamais ; tout au plus des difficultés d'argent qui ne l'empêcheront pas de vivre dans une belle maison, de rouler en voiture et de ne jamais subir les effets d'une activité professionnelle non choisie ou abrutissante. Elle appartient à cette « classe moyenne » qui, dans notre civilisation, est une grosse consommatrice d'objets destinés, dit-on, à rendre la vie plus agréable. Et la tranche de vie qu'elle nous propose est aussi celle du développement « impétueux » — comme dirait un planiste soviétique — de cette civilisation (1).

Mais cette banalité est justement ce qui rend plus désespérée encore l'histoire d'Edith. La création littéraire sait depuis quelques centaines d'années qu'il n'est plus besoin de chercher les grands destins chez les dieux, les héros et les rois. Le roman bourgeois lui a ouvert les portes de la démocratisation des sentiments. La fatalité grecque et le désespoir ne sont pas l'apanage des destins exceptionnels, et Oedipe, passé par la moulinette du bon M. Freud, préoccupe autant les H.l.m. de la banlieue que les résidences du seizième. Le jeune cadre triomphant, bronzé et bien nourri, retrouvera dans sa médiocrité dorée — ou plus exactement émaillée, ou lamifiée, ou « inoxée » — les chemins de la tragédie.

Cheminement par conséquent devenu classique chez l'écrivain. Pourquoi faut-il qu'avec Patricia Highsmith nous nous sentions encore plus atteints ? D'ailleurs partagés contradictoirement : tantôt touchés et écorchés, tantôt agacés et ironiques. Edith, ce n'est qu'une vie ratée. Oui, mais regardez donc ce qu'est une vie ratée, notamment lorsque l'intéressée ne le sait pas ou ne veut pas le savoir !

Dérision. Les Anglo-Saxons nous y ont habitués, depuis Shakespeare. Telle est peut-être ce qui distingue leur littérature de la nôtre. En lisant « le Journal d'Edith », je ne pourrais m'empêcher de penser à « Une vie », de Guy de Maupassant, autre entomologiste. La lucidité du second est cependant charnelle, chaleureuse et passionnée. Patricia Highsmith a la froideur des Parques, encore que celles-ci, par rapport à elle, devaient avoir une générosité profonde. Pourquoi n'éprouvons-nous aucune sympathie à l'égard d'Edith, sinon parce que rien dans la plus petite notation ne nous laisse supposer que l'être qui l'a voulue et l'a créée éprouve la plus petite parcelle d'affection pour cet enfant. Il ne s'agit pas de mépriser ou d'accuser un vaincu. Non, pas de sentiment de supériorité. Un constat, si parfaitement neutre et objectif qu'il tourne au cauchemar.

Combien de milliers ou de millions d'être humains vivent le même ! Sous cette forme-là ou sous une autre. Attention, pas celui de la médiocrité des jours. Edith, en réalité, ne la connaît pas. Elle jouit profondément de l'addition des petits et des grands plaisirs. Elle écrit ce qui lui plaît, fréquente des amis sympathiques, boit du bon vin, fait agréablement de la cuisine, meuble à son goût sa maison, cultive son jardin. Elle pourrait avoir l'enthousiasme de Colette heureuse pour la journée de l'oiseau entendu à l'aube. Patricia Highsmith, sans en dire un mot, démolit cet équilibre. Alors, une neurasthénique ? Non plus, puisque, au contraire, ce qui paraît caractériser son héroïne est un optimisme foncier, la portant à toujours retrouver le meilleur dans le pire. Edith s'use, mais ne le sait pas, et plus elle s'use, plus elle déniche au fond d'elle-même une ressource nouvelle porteuse d'une nouvelle dynamique. Et ce sera sans fin, puisque, par la volonté de l'auteur, nous ne saurons jamais comment « normalement » aurait fini la vie d'Edith.

Ainsi, le cauchemar serait d'avoir les yeux grands ouverts. Y compris sur le monde qui nous entoure. Edith est américaine et se pique d'opinions progressistes. Elle a connu le maccarthysme, et sa « tranche de vie » démarre avec la liquidation



physique des Kennedy, la guerre du Vietnam et la chute de Nixon. Au milieu de tout cela, Edith enfonce vaillamment les portes ouvertes, émet des vérités premières et aime bien MacGovern. C'est sans doute la seule occasion qui laisse poindre le bout de l'oreille de l'auteur : il y a un peu trop d'humour grinçant au sujet de l'attitude d'une Américaine moyenne professant des opinions qualifiées en France de gauche pour que nous ne devinions pas un peu de parti pris. Mais n'était-ce pas nécessaire pour compléter la contradiction dans laquelle Patricia Highsmith veut nous faire tomber : il fallait avoir les opinions d'Edith pour être conforme à l'optimisme propre à sa nature profonde et pour rendre ainsi encore plus dérisoire son destin.

Dans une interview récemment accordée au « Figaro littéraire », Patricia Highsmith déclare qu'elle « n'aime ni les gens ni les animaux ». On pourrait ne pas le croire après la lecture du « Rat de Venise ». Il n'est pas sûr qu'on puisse encore le coire après avoir refermé « le Journal d'Edith ». Parce que, si cette dernière a été déçue à la fois par sa vie privée et par la politique de son pays, et se réfugie à la suite de cette double déception dans l'imaginaire d'un journal de jeune fille prolongée, un examen attentif du livre rend l'explication assez peu convaincante.

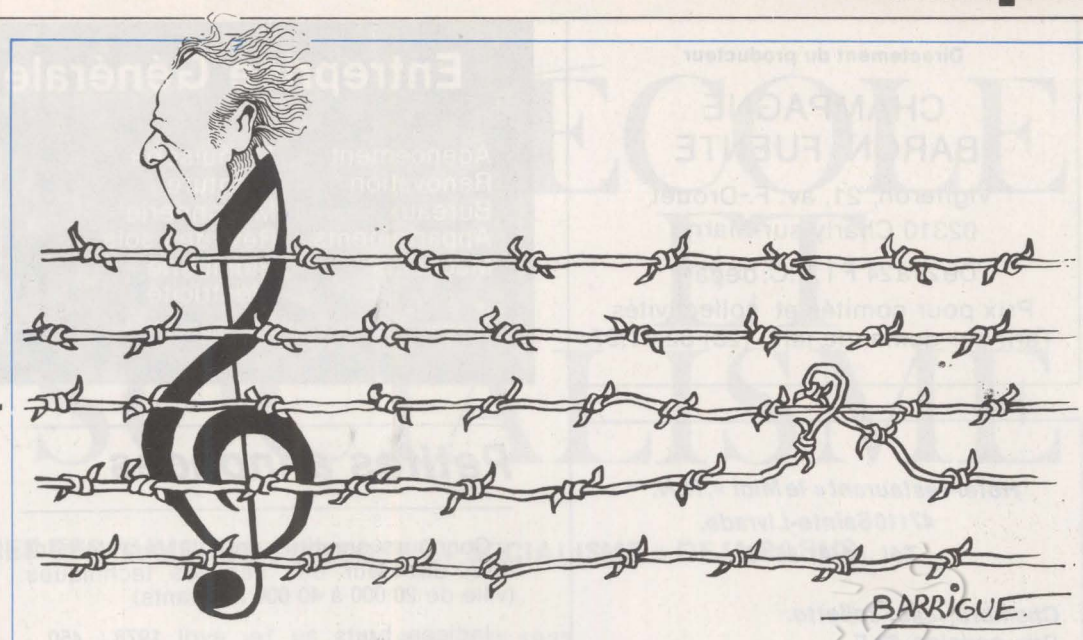
Edith n'imagine dans son journal qu'un autre destin pour son fils, un destin d'ailleurs bien banal et bien conforme à la morale traditionnelle : une bonne situation et un bon ménage. En somme, la respectabilité dans le bonheur. Cet imaginaire-là est aussi médiocre que le reste. Mais il y a autre chose, depuis le début et avant la déception : nous savons que, pour Edith, la vie n'a aucun sens et qu'elle reste fidèle à cette affirmation de jeunesse.

N'est-ce pas la plus belle et la plus terrible excuse qu'on puisse lui trouver et le début d'une tendresse ? Et n'est-ce pas là ce qui donne à l'œuvre de Patricia Highsmith un intérêt supérieur à celui que nous tirerions de ce qui peut être appelé un des chefs-d'œuvre de l'analyse psychologique romanesque ? Que reste-t-il à nos sociétés pour faire sortir les gens d'eux-mêmes ? Les dieux sont morts et les idéaux se portent mal.

Edith n'a pas un besoin de vivre cinquante ans pour le savoir : elle le savait, inconsciemment sans doute, à vingt ans, vingt ans qui se situaient alors que les Etats-Unis participaient à la bataille contre le nazisme, c'est-à-dire contre l'esprit de Buchenwald. Rien, en fait, n'a basculé dans la vie d'Edith : simplement cette vie est devenue la réalité d'une phrase qu'elle avait lancée comme un défi alors qu'adolescente elle avait encore le goût des grands désespoirs et des certitudes arrêtées.

GEORGES FRAMERIES

(1) Patricia Highsmith, « le Journal d'Edith », traduit de l'américain par Alain Delatraye. Calmann-Lévy éditeur.



LES DICTATEURS N'AIMENT PAS LA MUSIQUE

La musique n'est pas si inoffensive que le laisseraient entendre des contempteurs de l'esthétique ou les programmes des partis politiques qui, en règle générale, la passent sous silence dans leur inventaire des réformes de la vie culturelle. Dans le passé, de multiples exemples témoignent du rôle d'intervenant de la musique dans la vie, le consensus ou la contestation d'une société donnée ; et, dans la période présente, que de preuves éloquentes !

Au cours des toutes récentes semaines, l'actualité s'est prêtée au jeu de la démontration. A Paris, un concert était organisé le 24 avril en faveur du pianiste argentin Miguel Angel Estrella, emprisonné sur ordre des militaires uruguayens. Il est vrai que ce musicien, qui avait étudié à Paris avec Nadia Boulanger et Magda Tagliaferro notamment, s'était proposé de tout bonnement jouer du piano devant un auditoire d'Indiens. Quelle idée, en effet : prétendre faire entendre à des Indiens ignares des notes de Bach et de Mozart ; ce privilège n'appartient pas aux sous-hommes, qui ne forment que des sous-publics, mais aux élites ! Coupable de rabaissement de la musique, Estrella croupit dans une geôle, où cependant son sort s'améliore — pressions internationales obligent : Estrella est autorisé à jouer de la guitare.

Cet exemple me rappelle ce qu'allaient répétant de bonnes âmes du temps où la grande révolution culturelle chinoise stigmatisait Beethoven et Debussy, et ces bonnes âmes rapportaient que les masses chinoises avaient d'autres soucis et d'autres besoins qu'une musique identifiée à un luxe. Nos juges en droits culturels des Chinois ont dû être bien marris lorsque, le 23 avril dernier, ils ont entendu en direct de Pékin, sur France-Musique, un concert d'œuvres classiques occidentales et modernes chinoises. C'est ainsi qu'il nous a été donné d'écouter la troisième Symphonie de Beethoven, interprétée ma foi non sans qualités, par la Société philharmonique centrale de Chine. Les exécutants ont produit une telle impression de familiarité avec l'expression romantique et héroïque de Beethoven que l'on pouvait à bon droit se demander si les oukases d'hier, rejetés depuis sur la « bande des Quatre », ne les avaient pas privés, eux et leurs auditeurs, d'un droit pas si négligeable que cela. Le pianiste chinois, un certain Cke Qouen, qui participait au concert, fut interrogé au cours de l'entracte. Nous fûmes bien aise d'apprendre qu'il avait été incarcéré plusieurs années, mais que ce n'était pas lui qui avait eu les poignets brisés.

Il n'y a pas si longtemps, le IIIe Reich fut précurseur en ce domaine. Le système totalitaire nazi avait, en effet, banni de son territoire tous les interprètes d'origine impure, tels le chef d'orchestre Bruno Walter ou la pianiste Clara Haskil, qui avec beaucoup d'autres émigrèrent, tandis que la censure du Reich interdisait Mendelsohnn et autres Schoenberg, tous créateurs dégénérés (1). Ce terme ne nous rappelle-t-il pas quelque chose si nous tendons l'oreille du côté de l'U.r.s.s. Là, de bonne heure, on sut pourchasser l'originalité pour la faire taire, les talents de Prokofiev ou de Chostakovitch furent passés au moule de Jdanov et de ses infatigables émules (2). C'était il y a trente ans ! De nos jours, voici Rostropovitch déchu de sa nationalité et le metteur en scène Lioubimov interdit de collaboration avec l'Opéra de Paris dans la présentation de « la Dame de pique » de Tchaïkovsky. Le même Lioubimov, qui souhaitait voir publier par la « Pravda » une réponse à l'attaque dont il avait été l'objet, s'est vu refuser ce droit élémentaire par le directeur de notre excellent confrère ; motif : « Lioubimov n'est pas sincère ! »

Si les régimes policiers se mêlent de musique à ce point, c'est que la musique les gêne. A un obscurantisme fondamental s'ajoute une vigilance maladive qui caractérise tous les totalitarismes. En retour, notre vigilance doit être également vive, car nous devons savoir que, dès qu'un régime sanctionne une note de musique, il est près d'attenter à la liberté en général. Quand ils entendent parler de musique... ils sortent leurs flics ! Les droits de l'homme et ceux de sa culture sont indissociables. Ce principe ne souffre aucune réserve.

CLAUDE GLAYMAN

(1) Il est exact aussi que d'autres musiciens ont participé à ces autodafés, depuis le chef d'orchestre Wilhelm Furtwangler jusqu'au compositeur Richard Strauss en Allemagne, en passant par le pianiste Alfred Cortot en France, etc.

(2) La parution actuelle en disques des derniers Quatuors de Dimitri Chostakovitch montre ce dernier aux prises avec l'atonalité et avec un isolement croissant au sein de l'establishment soviétique. Cf, par exemple, le douzième Quatuor dans l'interprétation des Fitzwilliam (disque « Oiseau-Lyre »). A contrario, les versions sonores des films d'Eisenstein reprogrammés récemment sur F.r.3 soulignent l'embourbement de l'orchestration des musiciens soviétiques.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 FT.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

Entreprise Générale ABAM 92200 Neuilly

Agencement — Menuiserie
Rénovation — Peinture
Bureaux — Maçonnerie
Appartements — Rev. des sols
Magasins — Plomberie
Electricité

Bureau d'études : plans, maquettes

l'intégrale
745-03-34
11, rue Paul-Chatrousse

20 ans d'expérience et de renommée

*Hôtel-restaurant « le Midi », N.N.***
47110 Sainte-Livrade.
Tél 58/01-00- 32.

Chambre, cab. toilette.
Prix pension 62 F

Chambre avec douche 70 F

Chambre bain W-c. 80 F

M. Benito, le patron chef de cuisine, vous garantit des vacances heureuses.
Pension hors mois d'août : moins 5 %.

Petites annonces

Concours sur titre pour le recrutement d'un directeur des services techniques (ville de 20 000 à 40 000 habitants)

Indices bruts au 1er avril 1978 : 450 - 741 ; exceptionnel : 772.

Date limite des inscriptions : 31 mai 1978.

Logement de fonction gratuit.

Renseignements au secrétariat de la mairie, 55100 Verdun.

Directeur-éducateur centre sportif et loisirs (sept ans d'expérience) recherche emploi identique ou centre de vacances classe verte nature, etc., nombreuses possibilités et disciplines proposées.
Tél. à M. Boureau, 886-61-80.

Jeune femme médecin généraliste cherche association avec un ou plusieurs généralistes installés ou désireux de créer et de pratiquer une médecine ouverte, informative, en banlieue parisienne proche.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Ville d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) recherche, pour son service Urbanisme, un commis.
Envoyer candidature et curriculum vitae à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Association recrute jeunes bénévoles (Français ou étrangers) ayant au moins 18 ans. Parlant couramment le français. Acceptant de passer trois semaines entières avec les personnes âgées.
Ecrivez-nous, passez nous voir (Les Petits Frères, 33, avenue Parmentier, 75011 Paris) ou appelez-nous au 355-39-19 en demandant Antiochus Calixte, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h 30 et de 14 h à 17 h.

Recherche bonne sténodactylo pour assurer à Paris secrétariat à plein temps d'un groupe d'élus.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris) qui transmettra.

Organisée par la Fédération de la Somme
le 21 mai

FÊTE DE LA ROSE

dans le parc du château de Montières à Amiens
Meeting politique avec Laurent Fabius et Claude Wilquin
Variétés et grand bal

FÊTE DU P.S.

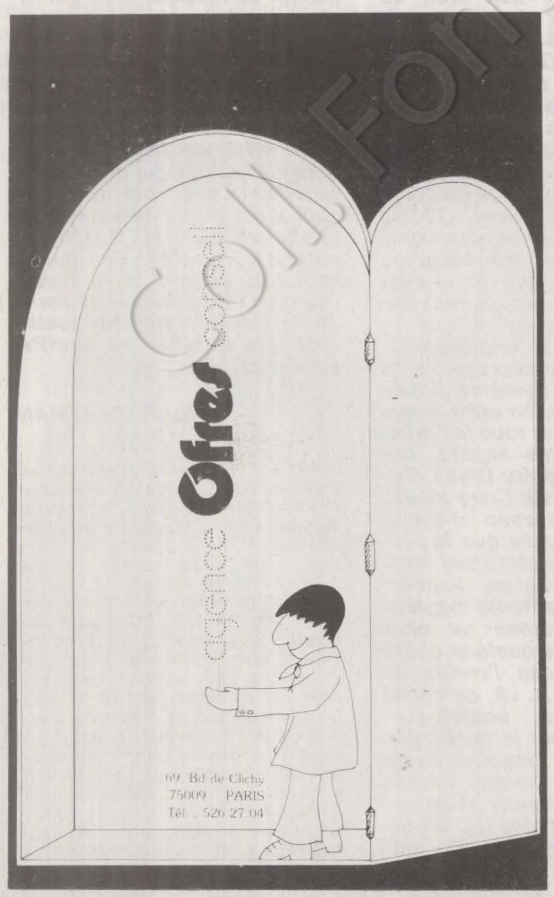
le 15 mai
à Evreux dans le jardin de l'ancien évêché
Avec les Quilapayun et une intervention politique de Gilles Martinet

---

Allons la Rose au Poing

par Pascal Vincent

Deux chansons-poèmes d'un de nos camarades. Hors des sentiers battus, un auteur plein de promesses, à encourager.
En vente au prix de 10 F.
A adresser à Charles-Emile Loo, 12 cité Malesherbes 75009 Paris.



nouvelle revue
socialiste

Le numéro 31 de « la Nouvelle Revue socialiste » est paru : 12 F.

Débat : CHRISTIANISME ET SOCIALISME

Avec
Marie-Thérèse Eyquem : « Des chrétiens interrogent les socialistes » — le Forum de « Brèche »
Maurice Delxonne : Le P.s. doit-il à son tour, « tendre la main » aux catholiques ?
Benoît Habert : Eléments pour une analyse de l'Eglise de France
Philippe Warnier : Panorama des chrétiens de gauche. Le Parti socialiste et le fait chrétien
François Becker : Un chrétien peut-il être marxiste ?
Entretien avec Jean-François Six
Textes de Rosa Luxemburg
Entretien avec André Henry

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.r.s. 12, cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement : (un an) de 95 F (étudiant)
de 115 F (normal)
de 160 F (soutien)

Ci-joint un chèque de ..... F

NOM : .....

Adresse : .....

.....

ÉCOLE ET SOCIALISME

SOMMAIRES DES NUMEROS « D'ECOLE ET SOCIALISME » DEJA PARUS

No 1 - DECEMBRE 1975

Savoir et liberté.
Cinq ans après des étudiants parlent.
Le plaisir d'enseigner.
Quand les Jésuites inventaient le lycée.
D'où vient le livre pour enfant ?

No 2 - MARS 1976

Le langage du petit enfant.
Un homme à l'école maternelle.
Les grandes Ecoles.
Les imagiers.
L'école primaire avant Jules Ferry.

No 3 - MAI 1976

Enseignement du français et sélection sociale.
Les objectifs de l'enseignement.
La formation des enseignants.
Le Front Populaire et l'éducation.
Le goût et les plaisirs de la lecture chez les enfants.

No 4 - OCTOBRE 1976

Socialisation de l'éducation ou éducation socialisée.
Les groupes de niveau : une réalité... un mythe.
Ecole rurale, école oubliée.
Jules Ferry et la formation de l'esprit laïque.

No 5 - JANVIER 1977

La réforme Haby : une politique libérale avancée.
Interview de Louis Mexandeau, délégué du Parti Socialiste à l'Education Nationale.
Réflexion sur un projet socialiste d'éducation.
Il y a trente ans le plan Langevin-Wallon.
La littérature enfantine est-elle moralisatrice ?

No 6 - AVRIL 1977

Interview de G. Georges, Secrétaire Général du SNI-PEGC.
L'audio-visuel et l'éducation.
La liberté de la presse aujourd'hui.
La réforme Billières ou les ambiguïtés de la « défense du second degré ».
Les contes de fées sont-ils pour les enfants ?

No 7 - JUILLET 1977

Où en est la réforme Haby ?
Histoire de la politique culturelle en France.
Les colonies de vacances.
La réalisation pratique de la première laïcisation de l'enseignement 1882-1914.
Dans la littérature enfantine : le retour à la poésie.

No 8 - OCTOBRE 1977

Où va l'enseignement technique.
Historique de la démarche technologique dans l'enseignement français.
Que peut attendre l'enseignant de base de la recherche de haut niveau ?

No 9 - FEVRIER 1978

Numéro spécial (56 pages).
« Comparaison des projets éducatifs de la gauche ».

No 10 - MAI 1978

L'échec scolaire.
L'armée : institution éducative ?
Vers l'école ouverte.
Croquis : Quand la discipline marche « au canon » ?
Approche de la littérature enfantine italienne.
L'alphabétisation des Français de Calvin à J. Ferry.

ABONNEMENT D'UN AN : 40 FRANCS

NOM : .....

ADRESSE : .....

.....

☐ C.C.P. « Ecole et Socialisme » - 34-775-85 LA SOURCE

☐ Chèque bancaire à l'ordre de « Ecole et Socialisme »

A envoyer à : **Ecole et Socialisme**
41, rue de Chabrol
75010 PARIS

REVUE

TRIMESTRIELLE



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOLIOT ROBERT PARTNERS